

# Utile (s).

LE MAGAZINE DES SOCIÉTAIRES  
DE LA CAISSE D'ÉPARGNE  
HAUTS DE FRANCE

N°  
04

## LA PÉPITE

Charles Canon :  
**des couteaux qui  
disent notre région**

## GRAND TÉMOIN

SANDRINE  
DELORY  
**directrice générale  
de Prospérité  
Fermière Ingredia**

## DOSSIER

Transition  
industrielle  
**Des volts et des watts**





**Violaine Aernoudts : en chemin vers l'or olympique avec le soutien de la Caisse d'Épargne Hauts de France**

Violaine est l'une des meilleures athlètes françaises d'aviron. Elle décroche sa première médaille aux Championnats de France minimes à douze ans. Depuis, les titres s'enchaînent. Le long du chemin qui la mènera jusqu'aux Jeux Olympiques de Paris 2024, Violaine peut compter sur le soutien de la Caisse d'Épargne Hauts de France dans le cadre du Pacte de performance.

# 2023, notre année utile

L'année 2023 a été rythmée par le renouvellement de nos engagements au service du développement économique de notre territoire, de sa transformation environnementale et de la promotion de ses avancées sociales. C'est tout l'objet de notre **"Contrat d'Utilité"** à destination de nos clients et sociétaires, partagé au printemps. C'est également celui de **notre certification B Corp**, qui reconnaît l'impact sociétal et environnemental positif de notre entreprise. Nous sommes fiers de partager cette reconnaissance avec un cercle restreint de 4 000 entreprises certifiées, présentes dans plus de 60 pays du monde et 150 secteurs différents.

À travers ces engagements, nous réaffirmons la force de notre modèle, celui d'une banque **100 % régionale ; 100 % coopérative ; 100 % utile en Hauts-de-France.**

Dans un contexte incertain et complexe, nous continuons à soutenir les familles dans la réalisation de leurs projets de vie. Nous nous positionnons également comme un acteur incontournable de la croissance des entreprises et des professionnels. Ce nouveau magazine "Utile(s)" est riche de témoignages de clients et partenaires qui nous ressemblent et partagent nos valeurs d'attachement aux territoires, de respect de l'humain et du souci de l'innovation.

Initiée il y a neuf ans, notre ambition de développement en Belgique va s'étendre à l'ensemble du **Benelux** dès 2024, tournée vers les grandes entreprises et les acteurs de l'immobilier.

Nous avons également poursuivi notre action au service du **logement social**, notamment par la mise en œuvre du rapprochement de nos deux filiales Sia Habitat et SIGH.

Elles formeront, dès le 1<sup>er</sup> janvier, un acteur majeur avec plus de 80 000 logements en gestion dans près de 500 communes



Laurent Roubin et Philippe Lamblin

du Hainaut, de l'Artois et des Flandres. Le nouvel ensemble sera prêt à répondre aux nombreux enjeux du secteur, dans un contexte où la demande n'a jamais été aussi forte et l'accélération de la rénovation thermique des bâtiments est essentielle pour les 230 000 locataires concernés.

Notre nouveau siège **"ShAKE"** - inauguré cet été - marque le symbole de ces engagements, au cœur de notre territoire. Comme nous, il s'inscrit dans la durée.

Les pages de cette quatrième édition de notre magazine "Utile(s)" racontent les belles histoires de nos clients et partenaires, que nous écrivons avec nos 3 000 collaborateurs, nos 400 000 sociétaires et, parmi eux, nos 300 administrateurs. Nous vous en souhaitons une excellente lecture et nous vous donnons rendez-vous en 2024 pour une année placée sous les couleurs des Jeux Olympiques et Paralympiques. Nous les accompagnons fièrement, notamment dans leur déroulement au plus près de tous, dans les Hauts-de-France, fidèles à notre implication historique dans le sport pour tous, ici, tous les jours. ●

**PHILIPPE LAMBLIN**

Président du Conseil d'Orientation  
et de Surveillance

**LAURENT ROUBIN**

Président du Directoire



## NUMÉRO 04

LE MAGAZINE DES SOCIÉTAIRES  
DE LA CAISSE D'ÉPARGNE  
HAUTS DE FRANCE

**CAISSE D'ÉPARGNE HAUTS DE FRANCE**  
612 rue de la Chaude Rivière, 59800 Lille  
[www.caisse-epargne.fr/hauts-de-france](http://www.caisse-epargne.fr/hauts-de-france)

**AUTOMNE - HIVER 2023**  
Directeur de publication : Frédéric Crocchel

Responsable éditorial et rédacteur  
en chef : Éric Capart

**Comité de rédaction**  
Éric Capart, Frédéric Crocchel, Philippe Bailly,  
Alcyme Delannoy, Cyril Bottagisi, Emmanuel  
Caby

**Ont participé à la conception  
du magazine :** Éric Capart, Frédéric Crocchel,  
Emmanuel Caby, Nicolas Delnatte

**Conception & réalisation :** Alcalie

**Rédaction :** Éric Capart, Frédéric Crocchel,  
Alcalie

**Photographies :** CEHDF, Charles Gravier,  
Samuel Dhote, Benoît Gombert, Oflow,  
Decayeux, Ampère, Mobivia, Dallmayr,  
Renault Trucks, ACC, SQBB, iStock 2023

**Dépôt légal :** novembre 2023

**N° ISSN :** en cours

**Made in Hauts-de-France :**  
Ce magazine est entièrement réalisé dans  
les Hauts-de-France. L'agence est située à  
Marcq-en-Barœul et l'imprimeur Nord Imprim  
est basé 4 Impasse, route de Godewaersvelde  
59114 Steenvoorde

**Pour recevoir la version numérique,**  
contactez-nous par mail à l'adresse suivante :  
[magazine-societaires@hdf.caisse-epargne.fr](mailto:magazine-societaires@hdf.caisse-epargne.fr)

### Mentions légales

Caisse d'Épargne et de Prévoyance Hauts  
de France - Banque coopérative régie par  
les articles L.512-85 et suivants du Code  
monétaire et financier - Société Anonyme  
à Directoire et Conseil d'orientation  
et de surveillance - Capital social de  
1 000 000 000 € - Siège social 612 rue de  
la Chaude Rivière, 59800 Lille - 383 000 692  
RCS Lille Métropole - Code NAF 6419 Z -  
N° TVA Intracommunautaire FR34383000692  
- Intermédiaire d'assurance, immatriculé à  
l'ORIAS sous le numéro 07 008 031 - Titulaire  
de la carte professionnelle "Transaction  
sur immeubles et fonds de commerce sans  
perception de fonds, effets ou valeurs"  
n° CPI 8001 2016 000 009 207 délivrée par  
la CCI Grand Lille - garantie financière :  
CEGC, 16 rue Hoche, Tour Kupka B - TSA  
39999 92919 La Défense Cedex  
Tous droits réservés - Pour tous les liens  
figurant dans les articles du magazine, coût  
de connexion selon votre opérateur.

Page 6

## GRAND TÉMOIN



Sandrine Delory, directrice  
générale de Prospérité  
Fermière Ingredia

“Nous sommes  
des explorateurs  
laitiers, attachés  
à l'humain.”

Page 10

## NOS ACTUALITÉS



- P10 . Un violoncelle pour un jeune talent
- P11 . ShAKe : le travail devient un mode de vie
- P12 . Caisse d'Épargne Belgium : le voyage se poursuit
- P13 . Une première opération d'envergure au Luxembourg pour Caisse d'Épargne Belgium
- P14 . Facturation électronique simplifiée : rendez-vous en 2026
- P15 . 100 M€ pour construire et rénover les infrastructures sportives de la région
  - . Un partenariat renforcé avec l'Université catholique de Lille au service des jeunes de la région
- P16 . Le bois, une filière d'avenir pour un monde plus durable



Page 18

## **SUCCESS STORY**



### **DECAYEUX**

Innover dans la tradition

---

Page 24

## **DÉCRYPTAGE**

Le capital investissement :  
donner une nouvelle dimension  
à votre entreprise et à votre  
patrimoine

---

Page 26

## **AGIR**

Sauver le patrimoine pour  
mieux le partager

Page 28

## **LA PÉPITE**



Charles Canon : des couteaux  
qui disent notre région

---

Page 30

## **DOSSIER**

# Transition industrielle : Des volts et des watts



Page 42

## **PLUS QU'UNE BANQUE**



P43 **+ solidaire :**

- . OPUS : harmonie en herbe
- . La santé des aidants, un enjeu de santé publique
- . Des vélos cargos pour tous
- . J'invite un banquier dans ma classe

P47 **+ green :**

- . Logement social : de belles opérations de réhabilitation

P48 **+ sport :**

- . Le SQBB, tel un phénix !
  - . Neuf athlètes au top !
- 

Page 52

## **VOUS ÊTRE UTILE**

**SANDRINE DELORY**, directrice générale de Prospérité Fermière Ingredia, entreprise du terroir, innovante et B Corp accompagnée par la Caisse d'Épargne Hauts de France.

## “Nous sommes des explorateurs laitiers, attachés à l’humain.”

*Postée à l'entrée du site industriel de Prospérité Fermière Ingredia, Sandrine Delory, directrice générale du groupe, nous accueille avec un large sourire, vêtue d'une chasuble fluo et d'une paire de chaussures techniques. Ici, on ne badine pas avec la sécurité ; pas plus qu'avec la simplicité et la convivialité, marques de fabrique d'une femme énergique et authentique qui pilote depuis 2015 le groupe coopératif laitier. Désormais placé au rang des leaders industriels mondiaux, il reste appuyé sur son terroir, attaché à l'aube de ses 75 ans à ses valeurs originelles de coopérative agricole.*



Le respect des humains, des animaux et de la nature constitue le fondement culturel de l'entreprise, qui associe innovation, tradition et terroir.

### Valeurs et comportements

Le premier sujet spontanément évoqué par Sandrine Delory est celui des valeurs de son entreprise, « *qu'au-delà des discours, nous incarnons dans nos comportements quotidiens : respecter les humains, les animaux et la nature ; oser entreprendre ; innover en restant fidèle à la tradition et au terroir ; performer pour être solide et durer ; aimer notre région et son authenticité ; cultiver l'esprit d'équipe* ».

Une conviction qu'elle porte depuis ses premiers pas dans l'entreprise en 1998, lors d'un stage mené pendant ses études. « *Je suis véritablement tombée amoureuse d'Ingredia et de son modèle coopératif, familial et local.* » Au terme d'une première expérience d'une dizaine d'années dans le secteur pharmaceutique, elle revient à ce "premier amour", à la faveur d'une création de poste dans la finance. Quelques années après, en 2015, elle se voit confier la direction générale, à l'heure de la fin des quotas laitiers (contrôle des volumes et des prix au sein de l'Union européenne). « *J'ai, depuis 20 ans, vécu une aventure incroyable.* »

CHIFFRES  
CLÉS (2022)

471

collaborateurs

Entreprise fondée en 1949

50

éleveurs réunis en coopérative à l'origine

437 M€

de chiffre d'affaires -  
51 % à l'export en 2022

7 M€

de résultat net

776

exploitations collectées



LES  
CLÉS DU  
SUCCÈS ?

**Respecter les humains,  
les animaux et la nature ;  
entreprendre ; innover ;  
performer ; aimer sa région ;  
cultiver l'esprit d'équipe.**



Le site industriel de Saint-Pol-sur-Ternoise (Pas-de-Calais) s'étend sur 22 ha, au cœur du bassin agricole du Pas-de-Calais, entre Bassin minier et Boulonnais. Les possibilités d'extension sont encore nombreuses...



Le commerce du lait en bouteille représente 10 % du chiffre d'affaires du groupe. L'essentiel de l'activité est désormais porté par la transformation de la matière première en ingrédients laitiers innovants.

### Un métier en trois temps

"Prospérité Fermière - Ingredia" s'organise autour de trois étapes :

- **Produire le lait**, appuyée sur un réseau de 1077 éleveurs-adhérents (en 2022) répartis sur les Hauts-de-France. « Ils ont tous en commun de nourrir leur troupeau (63 têtes en moyenne) grâce à la polyculture, loin des sojas venus du bout du monde », précise-t-elle ;
- **Collecter le lait** auprès des 776 exploitations (405 millions de litres par an), par l'intermédiaire de transporteurs indépendants, « fidèles à l'entreprise de longue date, certains à la troisième génération » ;
- **Transformer le lait** au travers de trois destinations :
  - mise en bouteilles UHT (16 000 litres/h), commercialisées sous diverses marques, dont le lait "connecté" Prospérité\*. Une activité qui ne représente plus que 10 % du chiffre d'affaires annuel) ;

- produits laitiers: beurre, yaourts, fromage. « Historiquement, nous commercialisons ces produits sous les marques Prospérité, Mamie Nova, Saint-Paulin... ; actifs que nous avons dû céder lors de la période difficile des années 1980 » ;
- ingrédients laitiers. « C'est la pépite du groupe, fruit de notre capacité à entreprendre et innover. »  
Le lait est un aliment complet qui comprend près de 2000 composants. En le séchant, Ingredia en extrait des protéines et bioactifs, ingrédients laitiers naturels à forte valeur ajoutée.

### « NOUS NOUS RESSEMBLONS »

« Ingredia et la Caisse d'Épargne Hauts de France partagent de nombreux points communs », souligne Sandrine Delory. Évoquons notamment :

- Un modèle coopératif. Le capital de l'entreprise appartient à ses éleveurs-adhérents.
- 100 % Hauts-de-France.
- Certification B Corp depuis 2023.
- Attachement au territoire et à la proximité.
- Le privilège du "Temps long".

### EN SAVOIR +



\* Le lait connecté Prospérité a sur ses bouteilles un QR code qui permet d'accéder à des données d'origine du lait et de conditions d'élevage, certifiées par la blockchain.

Sandrine Delory, au côté de Yannick Sagnier, transporteur dédié au groupe de père en petit-fils. La fidélité, marque de fabrique d'Ingredia.

## Innovation

Le cœur du développement du groupe repose sur l'innovation : 10 % de l'effectif est aujourd'hui mobilisé sur le sujet. Sur la base des protéines laitières, le vaste domaine du "bio actif" est mis au service de la nutrition et la santé (dans le soin du stress et du diabète notamment). Autrement dit, le vaste champ de l'alimentaire. Cette ambition s'appuie notamment sur le travail commun mené au sein de la chaire ProteinoPeps, qui lie Ingredia, et deux laboratoires de l'INRAE, basés à l'université de Lille : l'Unité Matériaux et Transformations (UMET) et l'Unité Mixte de Recherche Transfrontalière BioEcoAgro.. « Au-delà, nous fédérons un réseau d'entreprises tissé autour de notre groupe, mises au service de la RTE, Responsabilité Territoriale d'Entreprise. »

## Performances

« Nous inscrivons notre action dans un temps long ; c'est la force de notre modèle. Nous avons placé notre mission au service de la nutrition et de la santé dans le monde (clients industriels dans près de 80 pays à l'export), appuyés sur nos piliers du bassin économique Hauts-de-France. Agiles et fiables, nous osons entreprendre, face à des concurrents dix à vingt fois plus gros que nous. Notre triptyque "rural/international/innovant" est la clef de notre différence, de notre performance », précise fièrement la directrice générale.



La nouvelle chaudière biomasse (destinée à "sécher" le lait) inaugurée début 2023 sera mise en service en 2024. Quinze millions d'euros ont été investis, permettant au site de fonctionner avec 85 % d'énergie verte. Une performance remarquable dans cette industrie.



## BIO EXPRESS

- Née à Liévin (62)
- Mariée, trois enfants
- Diplômée d'une école de commerce de Lille

### 1998

- Stagiaire chez Ingredia
- Démarre sa carrière dans le secteur pharmaceutique

### 2003

- Rejoint Ingredia sur des fonctions "finance"

### 2015

- Nommée directrice générale d'Ingredia

## B Corp

Lancée en 2020, la démarche menée par le groupe a abouti sur la certification B Corp, obtenue en juin 2023. « Une vraie source de fierté pour l'ensemble des équipes, qui vient en complément des normes ISO 26000 et du prix EY reçu en 2021 pour notre engagement social et environnemental. » Concrètement, 60 % de la collecte de lait se feront au biocarburant fin 2023. Au-delà, la nouvelle chaudière biomasse garantira, à partir de début 2024, une énergie verte à hauteur de 85 % du total consommé (au terme de quinze millions d'euros d'investissements). À horizon 2030, le groupe vise 100 % de ses transports routiers régionaux roulant à l'énergie verte, pour la collecte et la livraison client. « Nous voulons continuer d'être des apporteurs de solutions Green », confirme Sandrine Delory. ●



«La certification B Corp d'Ingredia nous a rapprochés puisque la Caisse d'Epargne Hauts de France est également labellisée depuis l'année dernière. Nos relations s'intensifient et nous allons mettre en place un prêt à impact d'ici peu. Nous nous entendons sur bien des sujets.»

**SANDRINE MOREAU,**  
directrice du centre d'affaires artois

# Un violoncelle pour un jeune talent



Partenaire fidèle de Talents & Violon'celles, la Caisse d'Épargne Hauts de France a eu l'honneur de remettre à la talentueuse Ségolène Thierry un violoncelle Coquoz. Cette remise s'est déroulée en présence d'Elena Bonfiglio Esper, déléguée générale de Talents & Violon'celles, ainsi que de Nicolas Delnatte, délégué général à la Fondation d'entreprise Caisse d'Épargne Hauts de France.

Talents & Violon'celles a pour mission de mettre à la disposition de jeunes violonistes, altistes ou violoncellistes talentueux de la région, des instruments de qualité fabriqués par des luthiers. Ce rêve est souvent hors de portée en raison du coût élevé nécessaire à l'acquisition d'un tel instrument, qu'il soit neuf ou ancien. ●

## QUI EST SÉGOLÈNE THIERRY ?

Âgée de 20 ans, Ségolène commence à jouer du violoncelle à l'âge de neuf ans au conservatoire de Douai. À quinze ans, elle intègre le conservatoire de Lille en CPES (cours préparatoire à l'enseignement supérieur). En 2019, elle poursuit ses études à l'École normale de musique Cortot en première année, où elle suit les enseignements de Roland Pidoux et plus tard d'Henri Demarquette. En plus du violoncelle, Ségolène pratique le chant et le piano.

“La Caisse d'Épargne Hauts de France soutient de longue date la musique classique, avec deux objectifs principaux : encourager et promouvoir l'excellence musicale au sein de la région, ainsi que partager l'émotion des concerts avec le plus grand nombre.”

EN SAVOIR +



CHIFFRES  
CLÉS

# 33 000 m<sup>2</sup>

et **1 300 occupants**  
(dont 650 collaborateurs  
Caisse d'Épargne Hauts de France)



PCA Stream

# ShAKe : le travail devient un mode de vie

***ShAKe abrite le siège social de la Caisse d'Épargne Hauts de France qui occupe la moitié de sa surface. Pensé et construit comme un véritable lieu de vie, il accueille également d'autres entreprises et des prestataires au service de ses occupants, et continue de s'enrichir.***

Capstan (cabinet d'avocats), PwC (cabinet d'audit et de conseil) et Tisserin (promoteur immobilier avec sa filiale Nacarat) ont pris possession de leurs bureaux en 2023. En parallèle, des espaces de coworking, une crèche et une cafétéria ont ouvert leurs portes. Mi-2024, ce seront sept appartements (appart'hôtel) qui seront mis en service.

## **Un espace de fitness pour garder la forme**

Début 2024, un espace fitness sera prêt à accueillir les sportifs, géré par "TheCorporateGym & Wellbeing", spécialiste du sport et bien-être en entreprise.

Les horaires seront adaptés aux rythmes de travail, du lundi au vendredi. Cet espace sera accessible aux collaborateurs de la Caisse d'Épargne Hauts de France ainsi qu'à ceux des entreprises partenaires, qu'elles fassent partie de ShAKe ou non.

## **De nouveaux espaces de restauration pour se régaler**

- Le restaurant interentreprises **ShAKe Eat**, géré par RMS, a ouvert fin novembre. Il accueille les collaborateurs de la Caisse d'Épargne Hauts de France ainsi que ceux des entreprises adhérentes.

- **Maison Alma** s'installera sur la place du village prochainement. C'est un établissement de restauration rapide haut de gamme qui propose une cuisine alternative à la fois saine, rapide et gourmande.
- **Squadra Popolare**, qui ouvrira début 2024, est un restaurant de cuisine italienne premium qui s'adapte aux différents besoins des consommateurs et qui propose le meilleur de la cuisine italienne, avec une offre variée, accessible, dans un lieu agréable.
- Enfin, **Mesa** est un restaurant gastronomique disposant d'une terrasse panoramique dominant Lille et sa périphérie de 70 couverts (hors terrasse) sur le thème du Mezzé le soir, et un restaurant d'affaires et service rapide de qualité le midi. Mené par Julien Duchaussoy et Loïck Fitamant, le restaurant, lieu totalement atypique installé au 9<sup>e</sup> étage de ShAKe, sera un mélange d'Art Déco submergé par la nature.

L'ensemble de ces lieux de vie anime le bâtiment ShAKe pour en faire un espace de partage pendant et en dehors des heures de travail. Il devient un lieu incontournable de la vie lilloise. ●

# Caisse d'Épargne Belgium : le voyage se poursuit



CHIFFRE CLÉ

# 100

dirigeants d'entreprise et partenaires étaient réunis pour partager une expérience culinaire.

À l'occasion de son neuvième anniversaire, **Caisse d'Épargne Belgium**, la succursale de la Caisse d'Épargne Hauts de France en Belgique, a réuni ses grands clients entrepreneurs et acteurs de l'immobilier belges au sein du magnifique cadre du **Train World**, situé au cœur de Bruxelles.

Les décideurs étaient invités par Laurent Roubin, président du directoire de la Caisse d'Épargne Hauts de France, Alcyme Delannoy, directeur de la Caisse d'Épargne Benelux et Thierry Navette, directeur de Caisse d'Épargne Belgium. Ce voyage gastronomique a été orchestré par Sang Hoon Degeimbre, chef étoilé de renom (L'Air du Temps\*\*),



Laurent Roubin, Thierry Navette et Alcyme Delannoy (de gauche à droite)



Sang Hoon Degeimbre, chef étoilé\*\* de "L'Air du Temps"

et son équipe, composée de collaborateurs venant de Belgique, de Corée et du reste du monde. Ce voyage symbolise la volonté d'expansion de la Caisse d'Épargne Hauts de France, s'étendant au-delà de la Belgique, vers le Luxembourg et les Pays-Bas. ●



Moreno Architecture et Associés / A2M

# Une première opération d'envergure au Luxembourg pour Caisse d'Epargne Belgium

***La succursale belge de la Caisse d'Epargne Hauts de France a réalisé sa première opération au Grand-Duché du Luxembourg.***

Aux côtés d'une banque belge et d'une autre luxembourgeoise, la marque Caisse d'Epargne Belgium refinance un projet immobilier de 34 000 m<sup>2</sup> portant sur un campus de bureaux : "Cloche d'Or", du nom de ce quartier d'affaires de Luxembourg ville. Il est développé par Atenor, promoteur immobilier belge présent dans dix pays européens.

Un cabinet de conseil, d'audit et d'expertise juridique et fiscale a d'ores et déjà signé un bail de location "vert" (green lease) pour l'ensemble du campus pour une durée ferme de quinze ans.

En complément de sa surface locative dédiée principalement au bureau, avec ses 3 500 m<sup>2</sup> d'espaces verts et 5 700 m<sup>2</sup> de terrasses, le projet sera un véritable havre de bien-être et un repère en matière de cadre de travail collaboratif efficace et épanouissant pour les collaborateurs.

Pour répondre aux enjeux de durabilité, Atenor a conçu le projet pour qu'il s'aligne à la taxonomie européenne et vise les labels Breeam Excellent et Well Gold. ●

## UN NOUVEAU PAS PAR-DELÀ LES FRONTIÈRES

**Caisse d'Epargne Belgium approche son 10<sup>e</sup> anniversaire. Créée en 2014, la succursale de Bruxelles totalise près d'un milliard d'euros d'encours de crédit. Son activité est centrée sur les grandes entreprises (1/3 cotées en Bourse, 1/4 de groupes familiaux), les foncières et les promoteurs immobiliers.**

**Forte de son succès en Belgique, elle ambitionne de capitaliser sur son expérience pour étendre son portefeuille d'affaires à l'ensemble du Benelux. Cette première opération de grande ampleur au Luxembourg, au bénéfice d'un acteur reconnu de la promotion immobilière, marque une étape supplémentaire au service de cette ambition.**

# Facturation électronique simplifiée : rendez-vous en 2026

**Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020, toutes les entreprises françaises sont tenues d'envoyer leurs factures à la sphère publique au format électronique. Cette obligation s'étendra à tous les échanges entre les entreprises assujetties à la TVA en France à partir de 2026.**

## **Pourquoi dématérialiser les factures ?**

Cette mesure vise à réduire la charge administrative des entreprises, simplifier les déclarations de TVA, réduire les coûts (plus de dix euros pour une facture papier, contre moins qu'un timbre-poste pour une facture électronique) et lutter contre la fraude à la TVA. Notons que certaines entreprises ont déjà annoncé leur intention de commencer à échanger des Factur-X dès 2024.

## **Qu'est-ce qu'une facture électronique ?**

La facture électronique est une facture dématérialisée émise, transmise et reçue avec un ensemble minimum de données structurées. Elle sera envoyée au client via une plateforme de dématérialisation. Les entreprises concernées devront choisir une plateforme d'échanges : le "portail public de facturation" proposé par l'État ou une plateforme de dématérialisation partenaire (PDP).

“Fidèle à sa volonté d’être utile à ses clients, la Caisse d’Epargne Hauts de France entend proposer un service simple qui transformera cette contrainte administrative en opportunité de simplification pour ses clients professionnels et entreprises.”

**VÉRONIQUE ELOY,**

directrice du marché des professionnels et associations de proximité



## **Quid de la Caisse d'Epargne Haut de France ?**

Afin de faciliter le passage à la facturation électronique à ses clients professionnels, petites, moyennes et grandes entreprises, la banque proposera, au travers de son partenariat avec Seqino, une solution innovante et sécurisée couvrant la totalité des obligations faites aux entreprises. Cette solution garantira un hébergement des données des clients en France et la gestion des flux par la Caisse d'Epargne Hauts de France. Les clients pourront créer, recevoir et payer leurs factures directement depuis leur espace bancaire. Au-delà de la gestion des factures électroniques, cette solution proposera la gestion des achats (bons de commande, factures, paiements par virement bancaire, etc.), la gestion financière (devis, factures, avoirs, suivi des encaissements, etc.) et la gestion commerciale avec des tableaux de bord, des prévisionnels de trésorerie et des indicateurs de performance. ●

# 100 M€ investis dans le sport régional

Partenaire du sport régional de longue date, la Caisse d'Épargne Hauts de France consacre une enveloppe de 100 M€ au financement de la construction et la rénovation d'infrastructures sportives au profit des collectivités territoriales de la région. Elles bénéficieront de conditions financières spécifiques, afin de pouvoir répondre aux besoins des partenaires publics. Une décision prise dans la dynamique du partenariat Premium des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024. « Notre entreprise se positionne résolument comme la banque du sport en Hauts-de-France, afin de contribuer concrètement au bien-être et à la santé de ses habitants. Elle contribue ainsi au développement économique de notre territoire, en proximité et utile à l'ensemble des



acteurs publics et privés », précise Laurent Roubin, président du Directoire de la Caisse d'Épargne Hauts de France.

Cette action s'inscrit dans la continuité d'un investissement historique de la Caisse d'Épargne Hauts de France dans le sport : au profit de ses collaborateurs, sociétaires et clients, mais aussi à l'appui des grands clubs et en soutien des sportifs de haut niveau du territoire. ●

# Un partenariat renforcé avec l'Université catholique de Lille au service des jeunes de la région



La Caisse d'Épargne Hauts de France a récemment consolidé son partenariat historique avec l'Institut catholique de Lille et sa Fondation. Patrick Scaufaire, président-recteur et Laurent Roubin ont officialisé cette étape majeure de leur collaboration au siège de l'entreprise.

Ce renforcement se manifeste par la confirmation et la consolidation de la convention entre la banque et la Fondation de la Catho de Lille, ainsi que par l'extension du partenariat avec l'Institut catholique de Lille. Ce dernier offre des solutions bancaires et d'assurances spécialement conçues pour les étudiants et les collaborateurs de l'institution. ●

En savoir + : [www.fondation-catholille.org](http://www.fondation-catholille.org)

# Le bois, une filière d'avenir pour un monde plus durable

**Que ce soit dans les constructions écoresponsables ou les modes de chauffage écologiques, la filière bois, soutenue par la Caisse d'Épargne Hauts de France, connaît un vrai regain. Les forêts qui la composent pourraient même être une solution écologique et durable à l'appui de la lutte contre le réchauffement climatique. Et si on se lançait dans un investissement plus vert ?**

À quelques pas du centre de Busigny (Nord) se dresse une forêt privée où cohabitent cervidés, faisans, plans d'eau et autres feuillus. À lui seul, ce poumon vert de dix hectares capte 400 à 500 tonnes d'émissions de carbone par an. Bernard et Annie Parent, clients de la Caisse d'Épargne Hauts de France, en sont les propriétaires et gèrent le domaine de façon durable et responsable. « Nous dépendons d'un plan simple de gestion à l'horizon 2035 afin de préserver et de fournir un bois de qualité pour la construction ou ses dérivés, nous favorisons la régénération naturelle des arbres et le développement des écosystèmes locaux », explique Bernard Parent. « C'est par la reforestation que nous lutterons contre le réchauffement climatique. »

Leur forêt compte parmi les 450 000 hectares qui couvrent la région des Hauts-de-France. Cette dernière n'est pas la plus forestière de France. Néanmoins, ses bois aux essences diversifiées résistent mieux aux maladies et aux aléas climatiques et en font des biens de qualité, dont l'hectare est valorisé entre cinq et dix fois par rapport à la moyenne nationale. « La valeur d'une forêt dépend de divers facteurs : sa situation, la qualité de son sol, ses infrastructures routières et la pluviométrie », explique Bernard Parent, qui est aussi investisseur dans le groupement forestier des Margannes en Ardennes, d'une surface de 1 000 ha.

## Les forêts, un investissement patrimonial vert

Comme Annie et Bernard Parent, les investisseurs sont de plus en plus nombreux à miser sur la filière bois via des acquisitions directes ou des parts dans des groupements forestiers. Le marché est même à la hausse, les entreprises cédant elles-mêmes à l'appel de la forêt en investissant des parts destinées à améliorer leur empreinte carbone. En plus de la



démarche écologique, posséder une forêt présente des avantages fonciers et fiscaux notamment lors de successions. Et, si elle est bien gérée, son exploitation du bois apporte une rentabilité directe et indirecte entre 1 et 4 %. Encore faut-il trouver le bon bien, avoir quelques économies et être patient. « C'est une denrée rare et un investissement générique sur le long terme, dont la tendance porte plutôt sur de grandes exploitations », alerte Frédéric Havret de la Caisse d'Épargne Hauts de France, qui accompagne les clients dans ce type d'investissement patrimonial. Et d'ajouter : « la filière bois dans la région se porte bien : en plus d'offrir un matériau noble, naturel et durable, elle est porteuse d'emplois et de perspectives d'avenir ». ●

LE SAVIEZ-VOUS ?

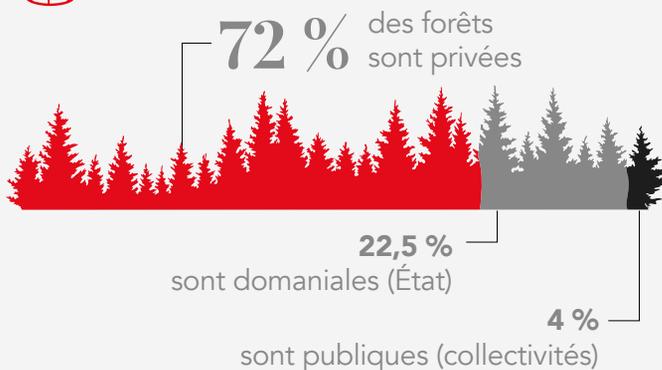
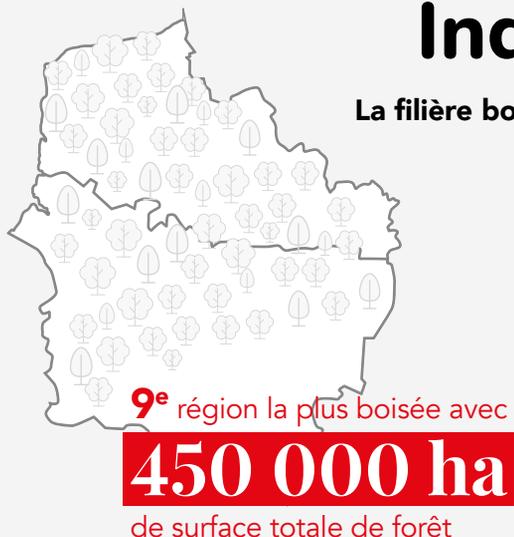
La forêt des Hauts-de-France capte chaque année

**8 millions**

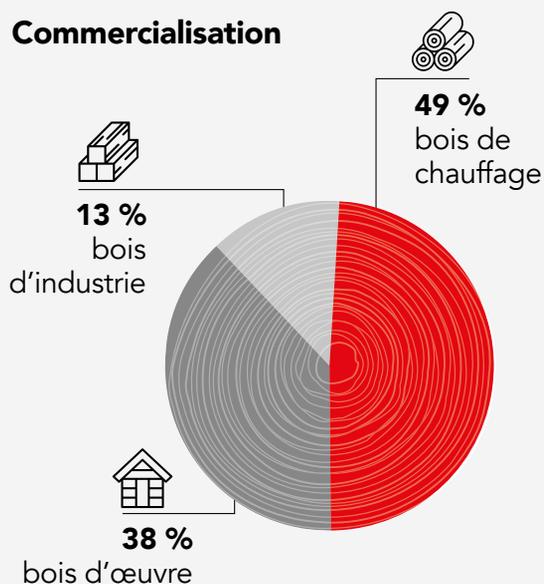
de tonnes de CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère, soit l'équivalent des émissions de gaz à effet de serre de la métropole lilloise.

# Indicateurs

## La filière bois dans les Hauts-de-France



## Commercialisation



## 8<sup>e</sup> région

en volume de bois avec



93 %  
de feuillus



7 %  
de résineux

# 16 300

emplois

# 2,5 ha

taille moyenne  
des propriétés  
forestières

## Environ

# 4,2 millions de m<sup>3</sup>

## de bois mort au sol dans les Hauts-de-France.

Le bois mort reste sur place pour le développement de la biodiversité locale.

## Une gestion durable des forêts

41 % de la surface forestière privée font l'objet d'un plan simple de gestion et 47 % sont certifiés PEFC

DECAYEUX

# Innover dans la continuité

**Trois quarts des boîtes aux lettres vendues en France sont fabriquées par une seule et même entreprise picarde. À Feuquières-en-Vimeu (Somme), Decayeux a fêté ses 150 ans en 2022. L'entreprise familiale emploie aujourd'hui 600 personnes et ne cesse d'innover. Bien plus qu'un fabricant de boîte aux lettres, elle réinvente le marché de la distribution postale en France et à l'international.**

**S**ix générations et toujours la même audace folle, le même sens de l'innovation, le même flair. Il y a 150 ans, en plein cœur du Vimeu, berceau de la serrurerie française, Antoine et Désiré Decayeux décident de rassembler plusieurs artisans sous la même enseigne pour se lancer dans la production de verrous de coffres-forts.

Leur petite entreprise connaît un succès rapide. Très vite, les deux frères comprennent que pour perdurer et s'imposer, il faut toujours avoir une longueur d'avance. Ils déposent leur premier brevet en 1880, développent les verrous de sécurité et exportent en Espagne par diligence dès 1900... Jusqu'à la première guerre mondiale, les Decayeux se constituent une notoriété croissante.

L'entreprise traverse les vicissitudes de l'histoire avec une résilience incroyable, Achille Decayeux (2<sup>e</sup> génération) meurt au combat au début de la Grande Guerre, et l'usine est détruite par les Anglais pendant la seconde guerre mondiale après avoir été occupée par les Allemands.

## Les années 1970: un tournant

Au lendemain du conflit qui a embrasé la planète, les Decayeux relèvent la tête. En 1952 naît l'activité des boîtes aux lettres, devenue la marque de fabrique de l'entreprise. Le virus de l'innovation se transmet de génération en génération... L'arrivée d'Étienne Decayeux à la tête de la société en 1974 marque un tournant historique. La normalisation des boîtes aux lettres en France lui offre de belles opportunités dont il sait s'emparer. Il développe les premières boîtes collectives à ouverture totale,

lance en parallèle une nouvelle activité de portes blindées, puis quelques années plus tard une activité de portes de hall, de serrures et de cylindres de portes, en s'appuyant sur le savoir-faire historique. Il réalise ensuite son premier rachat industriel avec Genifer et assoit le positionnement de Decayeux dans le haut de gamme. Dans les années 1990, l'entreprise s'impose petit à petit comme une référence dans la conception de halls sécurisés.

## Une expansion à l'international

En 1997, la première filiale de distribution internationale est créée en Angleterre, sous le nom de DAD UK. La direction de Decayeux multiplie ensuite les actions de rachat pour développer sa croissance et sa visibilité. De 2003 à 2009, Decayeux procède aux rachats d'entreprises dont les savoir-faire respectifs viennent compléter celui déjà présent en interne. En 2008, le groupe rachète Fana DAD Polska, premier fabricant polonais de verrous et de cylindres de sécurité. Quatre ans plus tard, il fait l'acquisition du deuxième fabricant allemand de boîtes aux lettres collectives. S'ensuivent les créations des filiales DAD Spain et DAD Benelux en 2014 et 2015.

## L'innovation récompensée

En 2014, Decayeux est parallèlement labellisée Entreprise du Patrimoine Vivant. Elle prouve alors que l'industrie du XXI<sup>e</sup> siècle peut s'exporter et innover, tout en étant attachée aux traditions et en restant forte sur ses savoir-faire. Conscients depuis longtemps que le marché de la boîte aux lettres vit un bouleversement sans précédent avec la digitalisation, Stéphane et Antoine Decayeux (6<sup>e</sup> génération) prennent le virage technologique.





# 600

collaborateurs

Index égalité femmes/hommes :

# 92/100

# 75

millions de CA

CHIFFRES  
CLÉS

## 01 Investir pour l'avenir

Stéphane et Antoine Decayeux inaugurent la PrimaPower, nouvelle machine qui a nécessité 1,7 million d'euros d'investissement.

## 02 Des halls sécurisés et connectés

Avec les dernières inventions Decayeux, grâce à un tableau connecté, les habitants peuvent se faire livrer leur colis ou encore avoir les dernières informations de leur résidence. Le nom sur les boîtes aux lettres peut même être changé à distance quand de nouveaux résidents emménagent.

**ARNAUD WARAMBOURG,  
DIRECTEUR DU CENTRE  
D'AFFAIRES AMIENS  
BAIE DE SOMME**



La Caisse d'Épargne Hauts de France est entrée en relation avec le groupe Decayeux en 2019. Nous avons trouvé, au travers de l'histoire familiale de ce groupe, des valeurs que nous défendons. Cette entreprise de taille intermédiaire innove et se développe sur notre territoire et à l'international, dans une démarche RSE forte, avec plus de 600 salariés.

Aujourd'hui, nous accompagnons l'entreprise dans une démarche 360° sur l'ensemble de ses besoins (international, gestion des flux...), mais également dans l'accompagnement privé des dirigeants.

**CHIFFRES  
CLÉS**

**3** sites de production  
en France :  
**deux** à Feuquières-en-Vimeu et  
**un** à Abbeville

**2** sites de production  
en Allemagne

**1** site de production  
en Pologne



L'entreprise se lance dans le marché de la Smart Home (maison intelligente) en lançant sa propre marque de boîtes à colis connectées dès 2016. Toujours avoir une longueur d'avance... En 2018 et 2019, le groupe est primé au Consumer Electronics Show de Las Vegas. Il y remporte notamment le Prix de l'Innovation pour MyColisBox. Cette boîte à colis 100 % connectée permet aux habitants d'une résidence de pouvoir recevoir leur colis directement dans leur hall, même en cas d'absence. Decayeux assoit encore un peu plus sa notoriété auprès des promoteurs immobiliers et des bailleurs sociaux, avec qui il travaille beaucoup notamment pour les portes de halls. D'autant qu'à cette innovation s'ajoute le programme Walter, une appli qui alerte son utilisateur lorsqu'un colis est livré et fait office de plateforme sociale et de conciergerie !



03



04

**En phase avec son époque**

MyConnectHall, l'un des derniers produits lancés par l'entreprise, permet de bénéficier de tous les avantages d'un concierge mais en digital. Les résidents d'un immeuble se connectent à un tableau digital pour récupérer leur colis mais aussi pour avoir des informations de la résidence.

L'entreprise familiale a parcouru beaucoup de chemin depuis 1872. Elle a su s'accomplir en évoluant avec son temps, innover dans la tradition et tenir compte des enjeux du monde actuel. Conceptrice de halls dernière génération, elle est aujourd'hui l'un des spécialistes des solutions made in France de la distribution postale et de la sécurité des biens. ●

05



06

### 03 Un produit design

Pour répondre aux aspirations des promoteurs, l'entreprise Decayeux a fait évoluer les fonctions de la boîte aux lettres collective mais aussi son design. Elle fait désormais partie intégrante de la décoration des parties communes.

### 04 Concepteur de halls

En diversifiant ses activités de boîtes aux lettres, de portes sécurisées et de serrurerie, Decayeux peut s'enorgueillir aujourd'hui d'être l'un des seuls concepteurs de halls made in France.

### 05 Six générations de réussite familiale

De gauche à droite : Monique Soufflet, Stéphane Decayeux, Étienne Decayeux et Antoine Decayeux, les cinquième et sixième générations réunies.

### 06 Le savoir-faire de tout un territoire

Depuis 1872, Decayeux est établi dans le Vimeu, berceau de la serrurerie. Louis XIV a fait appel aux artisans du Vimeu pour équiper en serrures le château de Versailles !



C'EST EUX  
QUI EN  
PARLENT  
LE MIEUX

## “Être industriels en France en 2023 ? Une opportunité!”

**STÉPHANE  
ET ANTOINE DECAYEUX**

Directeurs de la société Decayeux

une fabrication complètement localisée. Decayeux travaille sur des projets bas carbone depuis quelque temps déjà. « *Les entreprises de construction, les bailleurs et les promoteurs ont désormais des contraintes fortes qui nous obligent à réfléchir ensemble à des produits performants et peu énergivores* », expliquent-ils. En 2024, l'entreprise sortira d'ailleurs une solution low-tech: une boîte à colis sans Wi-Fi, sans Bluetooth, sans appli mais hypersécurisée!

Stéphane et Antoine Decayeux viennent également d'investir dans une nouvelle ligne de production pour gagner en productivité. Un investissement d'1,7 million d'euros qu'il a fallu expliquer en interne. La disparition de métiers dont on peine à trouver la main-d'œuvre, la montée en compétences de certains postes, le bien-être au travail et la sécurité des travailleurs font partie intégrante de la stratégie d'entreprise. « *Cette machine plus compétitive nous permet d'économiser 40 % d'énergie et d'améliorer le quotidien de nos collaborateurs. Moderniser notre appareil de production était une nécessité si on veut que la longévité de Decayeux continue à se compter en siècle.* » ●

**S**téphane et Antoine Decayeux ont pris les rênes de l'entreprise en 2017, dix ans après avoir œuvré aux côtés de leur père Étienne. Leur défi aujourd'hui? « *Être fabricants de boîtes aux lettres alors que plus personne n'envoie de lettres* », s'amuse Stéphane Decayeux. Derrière la boutade, le message est limpide. Sans cette volonté d'innover sans cesse, l'entreprise n'aurait jamais fêté ses 150 ans l'année dernière. Aujourd'hui, les deux frères considèrent qu'ils sont à la croisée des chemins. Être industriels en France en 2023? « *Une opportunité* », répondent-ils en chœur. Pour lutter contre les prix pratiqués dans les pays à la main-d'œuvre moins coûteuse, ils opposent le made in France, la qualité, et le faible impact écologique grâce à



**ABONNEMENT  
ET FRAIS DE TRANSACTION  
OFFERTS (2)  
JUSQU'AU 31 MARS 2024.**

# Professionnels, avec Tap to Pay<sup>(1)</sup> sur iPhone, votre iPhone devient un terminal de paiement.



Scannez et découvrez une nouvelle solution simple, sûre et rapide pour encaisser vos clients où que vous soyez.



## CAISSE D'ÉPARGNE

*Vous être utile.*

Banque & Assurances

(1) Tap to Pay sur iPhone est disponible à partir de l'iPhone XS. Tap to Pay sur iPhone nécessite une connexion internet, la version la plus récente d'iOS et l'application Tap to Pay sur iPhone.  
(2) Jusqu'au 31 mars 2024 vous serez facturé uniquement de la commission bancaire à 1,25% (pour les cartes de particuliers européennes) et 2,5% (pour les cartes business ou hors zone euro).

# Capital investissement : donner une nouvelle dimension à votre entreprise et à votre patrimoine

*Innovation, équipements, création d'emplois, acquisitions... Pour se développer, une entreprise a besoin de capital. En complément du recours à la dette, le capital investissement est une solution de développement économique pertinente. C'est également un moyen pour développer son patrimoine personnel. Décryptage.*

## À QUI CELA S'ADRESSE ?

Ce mode de financement concerne tous les dirigeants et toutes les entreprises, de la start-up à la société mature en passant par la structure en recherche de nouveaux leviers de croissance.

## LE CAPITAL INVESTISSEMENT, C'EST QUOI ?

Le capital investissement est un mécanisme financier qui consiste à investir des fonds dans des entreprises non cotées, en échange de participations au capital, ou dans des fonds d'investissement. L'intervention en fonds propres (capital) et quasi-fonds propres (obligations) vise à financer une partie de sa croissance organique (frais de recherche et développement, recrutement de talents, déploiement de business unit...) et/ou sa(ses) croissance(s) externe(s) (acquisitions d'activités complémentaires). L'intervention en haut de bilan peut également se faire dans le cadre d'une réorganisation capitalistique ou de la transmission de l'entreprise.

## QUELS SONT LES ACTEURS DU CAPITAL INVESTISSEMENT ?

Les fonds d'investissements sont les grands acteurs de ce type d'investissement. Il existe des fonds d'investissement régionaux et nationaux qui entrent essentiellement au capital minoritaire d'une entreprise. Il existe des fonds d'investissement sectoriels spécialisés dans un secteur d'activités ou dans le capital-amorçage, la création, le développement ou la transmission.

### QUEL EST L'INTÉRÊT POUR L'ENTREPRISE...

Le capital investissement permet à l'entreprise qui ouvre son capital à des fonds d'investissement de conforter ses fonds propres et aller chercher de nouveaux financements, ou de réorganiser son capital. Trouver un acteur du capital investissement permet d'accompagner une nouvelle étape du développement de l'entreprise (CAPEX / OPEX\*), de passer d'un mode gestion à un mode pilotage, d'apporter une complémentarité d'activité ou une nouvelle alliance, d'assurer un nouveau management ou une innovation... L'équipe dirigeante sera aussi accompagnée dans ses décisions de croissance interne ou externe ou la mise en place de ses orientations stratégiques. Cette ouverture peut être majoritaire ou minoritaire.

\*CAPEX ou Capital Expenditure : dépenses enregistrées en tant qu'investissements à long terme  
OPEX, ou Operating Expenditure : dépenses courantes ou charges liées à la maintenance et au fonctionnement des actifs

#### Contact :

Franck Flouquet : 06 85 54 21 36  
franck.flouquet@hdf.caisse-epargne.fr

### ... ET POUR LE DIRIGEANT ?

Le capital investissement ou private equity est un bon levier pour sécuriser, diversifier et développer son patrimoine personnel. Le dirigeant va investir dans des fonds d'investissement qui financent, soit directement des entreprises, soit des grands fonds internationaux. Ainsi, dans un marché entrepreneurial porteur, il va chercher des avantages fiscaux et des niveaux de rentabilité supérieurs avec un risque extrêmement diversifié et moins "dangereux" qu'un investissement direct. La Caisse d'Épargne Hauts de France propose à ses clients différentes solutions sur cette classe d'actifs : des fonds régionaux qui vont permettre à des dirigeants, aux côtés de la Caisse d'Épargne elle-même investisseur, de soutenir le développement économique régional ; des fonds avec une exposition plus européenne ; et enfin des fonds plus internationaux, inaccessibles en direct. Les tickets d'investissement sont de 100k€, avec, pour certains, des appels de fonds successifs, facilitant ainsi l'accès à cette classe d'actifs.

#### Contact :

Stéphanie Olié : 06 82 82 37 28  
stephanie.olie@hdf.caisse-epargne.fr

**LA CAISSE D'EPARGNE HAUTS DE FRANCE,  
UN ACTEUR RÉGIONAL SUR LE CAPITAL  
INVESTISSEMENT**

La Caisse d'Épargne Hauts de France dispose d'une offre dédiée et accompagne en fonds propres ou quasi-fonds propres les entreprises à chaque étape clé, et en particulier celle du capital développement. Elle noue des relations étroites avec des fonds d'investissement régionaux, nationaux ou sectoriels (IRD, Nord Croissance, Picardie Investissement, Nord Capital, Finorpa...) avec l'objectif de soutenir la croissance des entreprises de l'écosystème régional.

# 30

opérations d'investissement  
effectuées dans

# 28 PME/ETI

en France par la Caisse d'Épargne  
Hauts de France

# Sauver le patrimoine pour mieux le partager



**Philippe Roumilhac,**  
délégué régional  
Hauts-de-France Fondation  
du Patrimoine

***Elle œuvre aux côtés des collectivités, des associations et des particuliers pour préserver le patrimoine français. Très active dans les Hauts-de-France, la Fondation du Patrimoine a mobilisé rien que sur l'année 2022 plus de trois millions d'euros en faveur du patrimoine régional.***

**C'**est l'une des fondations les plus connues des Français, qu'ils soient amoureux des vieilles pierres ou non d'ailleurs. Depuis plus de 25 ans, la Fondation du Patrimoine accompagne les propriétaires dans le financement de la restauration de leur patrimoine, qu'il s'agisse de particuliers ou de collectivités. Dans les Hauts-de-France, la délégation régionale a mobilisé plus de trois millions d'euros en 2022, et labellisé 115 projets. Mais qu'entend-on par patrimoine exactement? « *Nous entendons, d'une part, le patrimoine bâti. Du four à pain communautaire au cœur d'un village à la citadelle de Lille, en passant par les chevalets du bassin minier, les églises fortifiées de l'Aisne, les châteaux samariens et les*

*abbayes isariennes... La région dispose d'un patrimoine extrêmement riche et varié. Derrière le mot "patrimoine" se cache aussi tout le patrimoine naturel. Nous avons contribué à développer la race bovine Bleue du Nord, à sauver le mouton boulonnais et à restaurer la vipère Péliade présente dans les Garennes d'Audresselles* », s'enthousiasme Philippe Roumilhac, délégué régional Hauts-de-France.

## **Animation d'un territoire**

Des centaines de projets sont ainsi étudiées chaque année grâce aux 34 bénévoles qui maillent le territoire et aux quatre chargés de mission qui instruisent les dossiers. Ce qui frappe lorsque l'on discute avec Philippe Roumilhac, c'est de voir à quel point le patrimoine est vivant, loin de l'image poussiéreuse



Le fort d'Ambleuse. © Fondation du patrimoine

qui lui colle parfois à la peau. C'est de voir aussi à quel point il participe à l'animation d'un territoire. En 2021, une étude menée par le cabinet Pluricité pour la Fondation du Patrimoine révélait qu'un euro investi dans le patrimoine générait 21 euros de retombées économiques.

*« Restaurer le patrimoine crée de l'emploi direct (métiers du bâtiment, insertion, etc.) et indirect (économie touristique). Il y a quelques années, nous avons soutenu la restauration du beffroi de Béthune, avec la mission Bern. Le maire Olivier Gacquerre nous confiait que l'édifice faisait partie intégrante de la Grand-Place, et que sans lui, sans toutes les belles demeures de la Reconstruction qui lui apportent un cachet fou, la place n'attirerait pas autant de restaurants et de commerces. Voilà pourquoi la fondation œuvre au quotidien. Au-delà des vieilles pierres et de l'histoire dont ils ont été les témoins, tous ces édifices que nous faisons en sorte de sauver, sont créateurs de liens. Qui peut vivre aujourd'hui sans ses racines ? Qui peut vivre sans lien social ? »,* souligne Philippe Roumilhac.

### **Au service de l'Homme**

Pour accompagner le financement d'une restauration, la Fondation du Patrimoine scrute ainsi de très près le projet imaginé par les propriétaires. « Il ne s'agit pas d'enrichir le patrimoine d'un particulier, mais bien de contribuer à la restauration d'un patrimoine qui apporte quelque chose à la société. Il n'a d'intérêt que s'il est au service de l'Homme », exprime Philippe Roumilhac. Parmi les derniers projets accompagnés par la délégation régionale, le château de Bouillancourt-en-Séry dans la Somme figure parmi les plus évocateurs. « Les propriétaires souhaitent l'ouvrir au village en le transformant en tiers-lieu. Il servira aux associations, deviendra un lieu d'expérimentation dans le domaine de l'agriculture... » Citons également l'église fortifiée de Plomion dans l'Aisne, qui a été sélectionnée par la mission Bern en 2018 et qui sera intégrée dans un parcours de visite au sein du village. Le fort d'Ambleuse rouvrira ses portes au public. L'ancien site abbatial de Maroilles accueillera quant à lui un bureau d'information touristique. De plus, notons le sauvetage de l'ancienne église abbatiale Notre-Dame d'Ourscamp, réputée comme l'une des plus belles ruines romantiques de l'architecture gothique cistercienne. Autant de lieux qui n'ont pas fini d'écrire le livre de leur histoire. ●



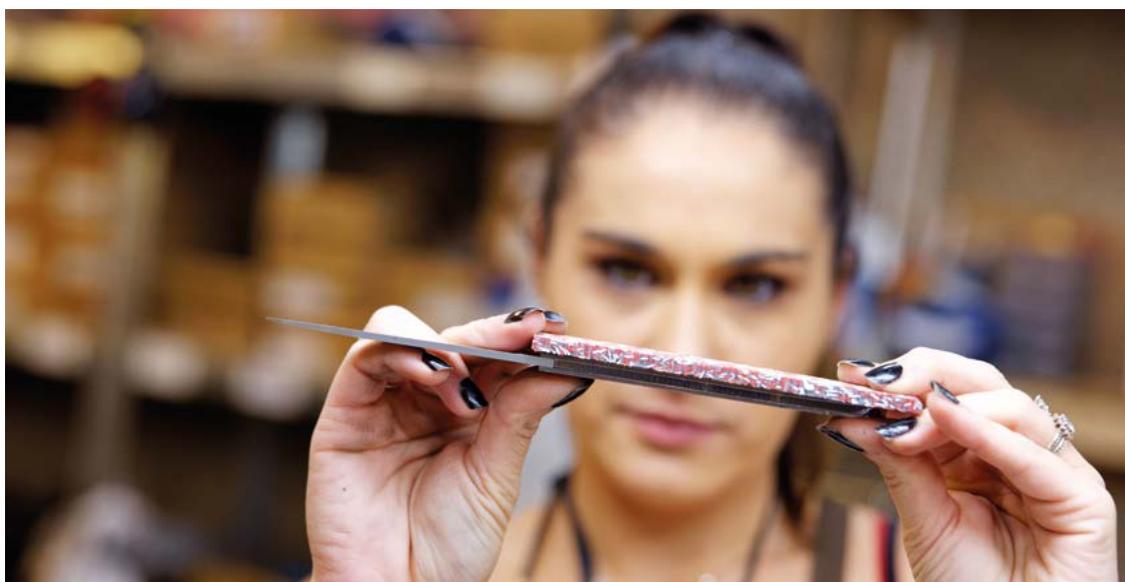
Les ruines de l'abbaye d'Ourscamp. © Fondation du patrimoine / MyPhotoAgency / Kevin Coquelet

### **LES TROIS OUTILS DE LA FONDATION DU PATRIMOINE POUR REMPLIR SA MISSION**

- 1. La collecte de dons avec les porteurs de projet.**
- 2. Le portage des projets auprès de grands mécènes.**
- 3. La labellisation pour les particuliers.**  
**La Fondation du Patrimoine finance au minimum 2 % des travaux d'un projet labellisé, et le label donne lieu à de la défiscalisation (minimum 50 % des travaux).**

# Charles Canon : des couteaux qui disent notre région

*Quels points communs entre le charbon, le Paris-Roubaix, la carrière de Wellington, les coquilles de moules et la pelouse du Racing Club de Lens ? Lieux, objets, événements, ils portent chacun un symbole fort de la région des Hauts-de-France. Leurs traces marquent la mémoire collective, comme un blason.*



Émilie, passionnée, participe au montage et à la finition.

**DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL:  
BELGIQUE, ALLEMAGNE,  
NOUVELLE-ZÉLANDE...**

**16**  
salariés

La coutellerie représente  
déjà plus de  
**10 %**  
de l'activité de la société  
Dutilleul

Des couteaux proposés en coffrets bois  
<http://www.charlescanon.com>





**Pascal Charles,**  
président chez Charles Canon  
by Dutilleul Industries



**Aurélien Canon,**  
directeur général chez Charles Canon  
by Dutilleul Industries

**C'**est à cette symbolique, cette histoire commune que deux entrepreneurs ont décidé de s'attacher, en les associant à l'univers de la coutellerie. Aurélien Canon et Pascal Charles, dirigeants de la société Dutilleul Industries (basée au cœur du Bassin minier, à quelques pas des terrils), partagent la même passion des couteaux. Une passion qui les a amenés à diversifier l'activité de leur entreprise - historiquement spécialisée dans la fabrication de petites menuiseries - en développant progressivement une gamme de lames et de manches portant la marque de cette histoire. Une aventure démarrée en 2020 sous la marque "Charles Canon".

Le premier des couteaux qu'ils ont conçus se compose d'un manche à base de charbon broyé, mêlé à de la résine et à d'autres composants (dont ils gardent précieusement le secret), et d'une lame frappée des symboles de la mine. Le succès est immédiat, incitant les deux passionnés à prolonger l'offre avec un manche composé avec la pelouse du stade Bollaert, le métal portant les armoiries du Racing Club de Lens. Deuxième succès immédiat auprès des amoureux du club, et ils sont nombreux.

### **Faire ce que les autres ne font pas**

À la suite, la craie de la Carrière de Wellington (Arras), les pavés du Paris-Roubaix, les coquilles de moules chères au nord de Paris, les routes du Tour de France... sont venus composer les manches de couteaux rendant hommage à l'histoire du territoire des Hauts-de-France. Bon sang ne saurait mentir : le père de Pascal était mineur, le beau-père d'Aurélien négociant en charbon. « *Notre volonté a été dès le départ de nous positionner sur ce que les autres couteliers ne font pas* », précisent-ils, conscients d'un marché déjà encombré.



Pascal et Aurélien marient le meilleur de l'artisanat et de l'industrie, ambassadeurs des symboles de leur région natale.

Les restaurants étoilés de la région se tournant désormais vers eux, les joueurs des All Blacks (la mairie leur a offert le couteau "Wellington"), les passionnés de vélos, les fous de foot..., l'activité connaît une belle croissance (particulièrement sur Internet), venant compléter les métiers historiques de l'entreprise, et nourrir la passion des deux entrepreneurs. ●

TRANSITION INDUSTRIELLE

# Des volts et des watts

*Le moins qu'on puisse dire, c'est qu'il y a de l'électricité dans l'air. Engagée dans une transformation profonde de son économie, la région Hauts-de-France parie largement sur l'énergie électrique, sur ses usages et sur ses applications. Soutenus par l'État et les collectivités, les projets se multiplient et si la construction de deux réacteurs EPR2 à Gravelines n'est encore que pour demain, la vallée de la batterie sort déjà de terre à Dunkerque, à Douai et au-delà tandis que le secteur automobile n'est pas en reste, avec l'abandon programmé des moteurs thermiques. À la clé, des milliards d'investissements, des milliers d'emplois et quelques questions : pourquoi la région attire-t-elle tant de projets de grande envergure ? L'écosystème régional est-il prêt à embrayer ? Sommes-nous prêts à répondre aux multiples enjeux qui s'annoncent en termes de logement, de mobilité ou de formation ?*





**T**out a peut-être commencé voici 25 ans du côté d’Onnaing, près de Valenciennes et de la frontière franco-belge, avec l’arrivée du groupe japonais Toyota dans ce qui était alors la région Nord - Pas-de-Calais. En 23 mois à peine, l’usine sort de terre sur un terrain de 230 hectares pour permettre à la première Yaris “made in France” de naître sur ses lignes de production en janvier 2001. Un vrai tour de force mais aussi, pour la région, une démonstration par la preuve, « *celle que nous sommes capables d’accueillir et de favoriser le développement rapide de projets industriels de grande envergure, sur un territoire où le mot “usine” n’a jamais fait peur* », explique Yann Pitollet, directeur général de Nord France Invest, l’agence de promotion économique des Hauts-de-France.

### **Métamorphose industrielle régionale**

Vingt-cinq ans après l’arrivée de Toyota, la région entame donc un virage d’une tout autre envergure, au point que les 630 millions d’euros investis par Toyota à la fin du siècle passé feraient presque pâle figure aujourd’hui. Qu’on en juge : à Gravelines, deux EPR viendront bientôt renforcer les capacités de production d’une centrale qui est déjà la plus puissante d’Europe de l’Ouest (voir page 41) - un chantier à dix-huit milliards d’euros, soit exactement... dix-huit fois le budget du nouveau port de Calais.

À Billy-Berclau et Douvrin, c’est le groupe ACC qui vient d’inaugurer la première tranche d’un site de cellules de batteries destinées aux marques de plusieurs constructeurs, dont Stellantis et Mercedes-Benz - le même créneau qu’occupera AESC Envision à Douai dès cette année. C’est encore à Douai, mais également du côté de Maubeuge et de Ruitz que Renault produit désormais des modèles entièrement et uniquement électriques, grâce au regroupement de ses trois sites nordistes au sein de Renault Electricity (voir page 36). À Harnes, c’est Li-Cycle qui travaillera dès l’an prochain au recyclage de ces matériels.



Toutes les sources du dossier proviennent de l’Insee, de la CCI Hauts-de-France et de Nord France Invest.

TRANSITION  
INDUSTRIELLE  
QUELQUES  
REPÈRES

En 2022, les Hauts-de-France  
ont confirmé leur

**2<sup>e</sup> place**  
pour l'accueil d'investissements  
étrangers parmi les régions françaises (en  
nombre d'emplois créés). Pour la première  
fois, la région s'est également classée  
au 2<sup>e</sup> rang des projets gagnés, derrière  
l'Île-de-France, avec 205 projets  
d'investissements étrangers annoncés sur son  
territoire contre 136 en 2021 (+50 %).

**Au niveau continental,  
les Hauts-de-France se  
classent au 8<sup>e</sup> rang des régions  
européennes les plus attractives,  
derrière la Bavière mais devant  
l'Écosse et la Lombardie  
en nombre de projets.**

La région s'est fixée comme objectif  
de réduire de 40 % les émissions de gaz à  
effet de serre (GES), en doublant notamment  
les énergies renouvelables (hors éolien) d'ici 2030.

Un objectif atteignable mais ambitieux :  
aujourd'hui, le mix énergétique régional reste  
encore d'origine fossile aux deux tiers  
(32 % pour les produits pétroliers,  
31 % de gaz fossile).

L'industrie dans les Hauts-de-France  
représente à elle seule **20 % de la  
consommation énergétique totale du  
secteur industriel national**. Trompeuse,  
cette surreprésentation s'explique par le  
poids de quatre secteurs particulièrement  
énergivores dans la région : la métallurgie  
(ArcelorMittal), le verre (Cristallerie  
d'Arques), l'agroalimentaire  
et la chimie, très présents dans l'Oise  
(Colgate, BASF...).

...

### Dunkerque, the place to be

Mais tout récemment, c'est du côté de Dunkerque  
que se portent tous les regards après une série  
d'annonces spectaculaires. D'ici 2025, l'arrivée du  
grenoblois Verkor, né en 2020, va changer le visage  
de la cité de Jean Bart avec l'implantation d'un site  
de production destiné à alimenter les véhicules de  
la marque au losange grâce à un investissement  
massif - 850 millions d'euros d'investisseurs privés  
et 600 millions d'euros obtenus auprès de la Banque  
européenne d'investissement (BEI), sans oublier  
650 millions d'euros de subventions publiques, dont  
60 de la Région et 30 de la communauté urbaine  
de Dunkerque (CUD). Et c'est loin d'être fini : après  
l'annonce de l'arrivée du Taïwanais Prologium -  
5,2 milliards d'investissements -, c'est le Chinois  
XTC et son partenaire français Orano qui ont à leur  
tour annoncé leur intention de s'implanter sur le  
Grand Port Maritime de Dunkerque pour y produire  
les cathodes indispensables aux batteries lithium -  
1,5 milliard supplémentaire. Dernière cerise  
en date sur ce (gros) gâteau : Suez et Eramet  
viennent d'annoncer leur intention de s'associer à  
Dunkerque pour y créer un site capable de recycler

### LA CAISSE D'ÉPARGNE HAUTS DE FRANCE SOUTIEN T CETTE RÉVOLUTION INDUSTRIELLE

- **Sur le plan financier**, la Caisse d'Épargne  
Hauts de France accompagne l'une des grandes  
gigafactories du Dunkerquois en mobilisant un  
financement significatif via un fonds dédié à la  
transition énergétique, lequel réunit les quinze  
Caisses d'Épargne.
- **En matière de logement**, la Caisse d'Épargne  
Hauts de France assiste une famille sur quatre  
sur le territoire dans ses projets immobiliers.  
À travers ses bailleurs régionaux, elle vise à  
contribuer directement à l'augmentation de  
l'offre de logements pour accueillir les nouveaux  
salariés en favorisant la construction de  
logements.
- **En termes d'expertise**, la Caisse d'Épargne  
Hauts de France a mis en place des  
compétences dédiées pour trouver les  
meilleurs montages financiers (fonds propres,  
financements structurés...). Ainsi, elle permet  
le déploiement efficace de ces projets avec  
chaque acteur (industriel, public, organisme de  
logements...).

## REV3, DIX ANS DE FIL ROUGE (ET VERT)

Portée depuis 2013 par la Région et la CCI Hauts-de-France, la démarche Rev3 a été pensée pour réunir le monde économique, les collectivités territoriales, les acteurs publics, l'univers académique, les associations et plus largement le grand public autour d'une ambition : faire des Hauts-de-France une région pionnière en matière de développement durable et décarboner son économie. Engagée avec le concours de l'économiste Jeremy Rifkin, la démarche reste pionnière dix ans plus tard, souligne Frédéric Motte, conseiller délégué de la Région à la transformation de l'économie des Hauts-de-France et président de la mission Rev3. « Cela peut paraître anecdotique mais

*aucune autre région française n'a donné de nom à une stratégie qui vise la neutralité carbone sans renoncer pour autant à la croissance, à la formation et à l'emploi. C'est même tout l'inverse : la transition de notre modèle doit servir l'ensemble de nos territoires et de leurs habitants. Rev3 est un fil rouge, un critère premier qui conditionne l'ensemble de nos politiques régionales. »*

De manière on ne peut plus concrète : depuis 2013, plus de 3 000 projets estampillés Rev3 ont émergé en région dans tous domaines, en partie financés par un fonds d'investissement doté de 500 millions d'euros.

200 000 batteries chaque année, pour un montant global encore inconnu, mais qui sera considérable. Dit autrement, la région Hauts-de-France est en train de réunir les plus gros projets de gigafactories du continent pour le secteur automobile\*, avec la naissance d'une véritable "vallée de la batterie" - tout un écosystème destiné à rendre possible la mutation accélérée du marché automobile vers l'électrique. Des chiffres hors du commun, relève Olivier Ducuing, directeur de la rédaction du magazine économique régional Éco121 : « C'est du jamais vu. La région a été pionnière dans le passé et nous sommes reconnus comme des pionniers en matière de décarbonation mais les grands projets se multiplient. Des investissements colossaux sont en train d'arriver avec des enjeux considérables d'ailleurs en termes de logement, de mobilité, d'équipements... Il va falloir suivre (voir page 36) ».

### Des promesses pour l'emploi

Si le défi n'est pas simple, cette manne s'accompagne d'une excellente nouvelle sur un territoire où le taux de chômage se maintient plus haut qu'ailleurs en France, autour de 9 %. Il va falloir des bras, beaucoup de bras : « En tout, il faut compter 20 000 emplois directs en intégrant les futurs

EPR de Gravelines », calcule Olivier Dufourg, journaliste à La Voix du Nord et fin connaisseur des enjeux économiques régionaux. « À titre de comparaison, ArcelorMittal (ex-Usinor) n'a jamais employé plus de 11 500 salariés. » Et ce n'est que la face émergée de l'iceberg, insiste Yann Pitollet : « Un emploi direct dans l'industrie, c'est trois ou quatre emplois indirects ». Pour les entreprises qui servaient jusque-là les géants régionaux, c'est une opportunité qui ne se présente qu'une fois, d'autant que cet appel d'air concernera des postes variés, à tous les niveaux de qualifications : « Les besoins sont très larges. Nous aurons toujours besoin d'opérateurs et de logisticiens mais nous aurons aussi besoin de nouvelles compétences, avec tous les niveaux de qualification possibles et imaginables, y compris sur des métiers qui n'existent pas encore et qui nécessiteront un dialogue constant entre le monde industriel et celui de la formation », résume Yann Pitollet. La mutation industrielle a commencé, et elle sera électrique.

\* Le secteur est le premier employeur industriel des Hauts-de-France.

# Quatre atouts pour une mutation

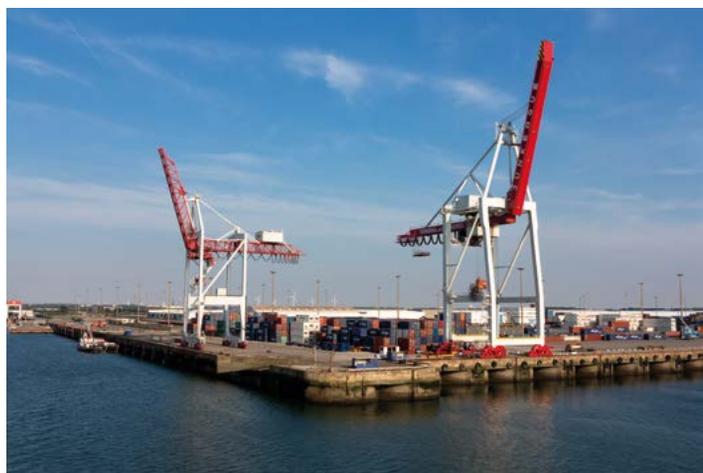
**Portée par la forte dynamique des projets industriels en général et des sites de production, d'assemblage ou de recyclage de batteries en particulier, la région a vu le volume d'investissements étrangers progresser fortement l'année dernière, un mouvement qui devrait se confirmer en 2023. Comment expliquer un tel succès ? Réponse en quatre points.**

## 1. UNE CULTURE INDUSTRIELLE TOUJOURS VIVACE

Et si le principal atout des Hauts-de-France tenait à sa longue histoire économique ? Berceau des révolutions industrielles du XIX<sup>e</sup> siècle, terre de charbon et d'acier, la région tire aujourd'hui profit d'un héritage qu'elle compte bien faire fructifier, estime en tout cas Yann Pitollet, directeur général de Nord France Invest : « Lorsque des projets de grande envergure se dessinent, l'acceptabilité de la population est un point essentiel. Dans les Hauts-de-France, l'industrie ne fait pas peur, au contraire. On sait ce que c'est ».

« Ici, chacun connaît quelqu'un qui travaille dans l'industrie, confirme Frédéric Motte, conseiller régional à la transformation de l'économie, ce qui contribue à briser les idées reçues qui peuvent effrayer dans des régions à l'histoire plus tertiaire avec d'autant plus de force que chacun a bien conscience que l'usine d'aujourd'hui n'est pas celle d'hier. » Avec une spécificité qui pèse lourd au moment où le monde du transport avance à toute allure vers le tout-électrique, poussé par la réglementation européenne : l'histoire de la région est largement liée à celle de la mobilité.

Première région automobile française, la région accueille des constructeurs de rang mondial comme Toyota, Renault et Stellantis et peut se targuer d'être au cœur de l'industrie européenne de la mobilité puisque les deux-tiers des constructeurs et des sous-traitants automobiles du continent se situent dans un rayon de 500 km<sup>2</sup>. De quoi afficher un savoir-faire et une fierté légitimes qui pèsent lourd au moment de convaincre les professionnels de l'industrie, de la PME au grand groupe.



## 2. DE VASTES RÉSERVES FONCIÈRES AU CŒUR DE L'EUROPE

On s'excuserait presque de rappeler une pareille évidence mais la première chose dont un industriel a besoin, c'est de terrains. Bonne nouvelle : « Leader européen dans le domaine logistique, les Hauts-de-France disposent dans le même temps de réserves foncières particulièrement vastes, souvent déjà équipées pour accueillir des équipements industriels, raccordées aux grands nœuds électriques et proches des grandes infrastructures internationales routières, ferroviaires, fluviales et maritimes », rappelle Yann Pitollet. Le cas de Dunkerque, avec la présence du Grand Port Maritime - le troisième de France - dont les bassins sont capables d'accueillir les plus grands porte-conteneurs du monde au centre de la voie maritime la plus fréquentée du monde, en est un exemple frappant.



### 3. UNE RÉSERVE DE MAIN-D'ŒUVRE ET UNE TRADITION D'OUVERTURE À L'INTERNATIONAL

On le sait peu, mais les Hauts-de-France sont l'une des régions les plus ouvertes aux entreprises européennes et mondiales : si un salarié de la région sur dix travaille pour une entreprise internationale, cette proportion atteint 38 % dans le secteur de l'industrie - un taux rare qui démontre que dans le pays le plus attractif d'Europe pour les investissements étrangers, la région fait figure de destination de choix. Autre atout pour les entrepreneurs : la certitude de disposer de réserves de main-d'œuvre abondantes sur le territoire - et disponible dans une région où le taux de chômage reste plus élevé que la moyenne nationale. Un mal pour un bien, et surtout des perspectives positives pour celles et ceux qui sont aujourd'hui éloignés de l'emploi.

# 71

nouveaux projets industriels ont été annoncés en 2022 dans les Hauts-de-France, une hausse de 29 % sur un an.

**Le secteur des constructeurs automobiles et équipementiers concentre**

près de **9 %** des décisions d'investissements dans la région en 2022.

**La filière, qui comptait 8 projets en 2021, en recense**

# 19

en 2022.

#### 4. UN CONSENSUS DES DÉCIDEURS

Si la région sait attirer des investissements de plusieurs milliards, c'est aussi parce que tout le monde pousse dans le même sens dans la durée, observe Yann Pitollet en rappelant que des projets pareils ne peuvent pas naître sans une étroite collaboration de tous les acteurs. « *La naissance de la vallée de la batterie est le résultat d'un processus qui a démarré en 2018. Vu l'ampleur des investissements concernés, les premières touches se font le plus souvent au niveau national, via le Gouvernement ou Business France. Si les Hauts-de-France sont retenus ensuite, c'est parce que tous les acteurs, dans la dynamique impulsée par la Région, s'emploient à faciliter ces implantations, à tous les échelons.* »

Préfecture, Région, collectivités... Chacun joue sa part pour arrondir les angles, faciliter les démarches, accélérer le projet, trouver des solutions de financement, flécher correctement les subventions... Bref, un travail d'orfèvre qui se sent jusque dans l'attitude : « *Les décideurs privés sentent qu'on se bat pour eux à tous les étages. On ne tergiverse pas, il n'y a pas de oui mais. À chaque difficulté, à chaque doute, on cherche des solutions et on les trouve rapidement.* » Une fluidité précieuse pour les dirigeants.

# Le bouleversement de la mobilité a commencé

***Mobilis in mobile – “mobile dans l’élément mobile” : chère à Jules Verne, la devise du capitaine Nemo pourrait aussi bien convenir pour décrire la transition qui se dessine sur les routes de France et d’Europe. Poussé par l’Union européenne, l’ensemble de la filière automobile se transforme. Les usages suivent et les Hauts-de-France en profitent.***

## DOUAI, MAUBEUGE ET RUITZ : LE TRIANGLE D’OR DE LA MARQUE AU LOSANGE

En réunissant ses trois usines des Hauts-de-France au sein de Renault ElectricCity, le constructeur français a donné naissance à un centre de production de véhicules électriques qu’il souhaite le plus important et compétitif d’Europe, explique son directeur Luciano Biondo. Ampere ElectricCity fait désormais partie d’Ampere, lancé depuis le 1<sup>er</sup> novembre, qui devient le premier pure player européen dédié aux véhicules électriques et software.

### **Pourquoi Renault a-t-il retenu les Hauts-de-France pour y installer le centre de référence de l’écosystème industriel du groupe ?**

La stratégie de Luca de Meo repose sur l’idée que pour être fort, un constructeur automobile d’envergure mondiale doit être fort chez lui, dans son pays. La création d’un grand pôle électrique a été annoncée en 2021, lors de la présentation du plan Renaultion. Nous avons, en quelque sorte, profité de la fin de l’épopée Scénic à Douai pour imaginer une nouvelle entité capable de fédérer les synergies évidentes entre trois sites implantés à moins de 80 km les uns des autres.

Pour gagner en compétitivité, nous avons cédé 140 hectares de terrain à notre partenaire Envision pour l’implantation d’une gigafactory afin de produire des batteries de dernière technologie, bas carbone. À Ruitz, nous nous sommes également associés avec le groupe chinois Minth pour y produire les carters batteries nécessaires aux



**Luciano Biondo,**  
directeur général  
Renault ElectricCity

“Pour être compétitifs, nous travaillons sur la qualité et sur une meilleure organisation du travail.”

400 000 voitures qui sortiront chaque année des sites de Douai et de Maubeuge d’ici 2025 : la Mégane, le nouveau Kangoo et bientôt les versions réinventées de modèles emblématiques de la marque comme la nouvelle R5, la future 4L, la nouvelle Nissan Micra. L’ensemble crée un écosystème industriel, un cercle vertueux très concentré que vient compléter l’installation de Verkor à Dunkerque. 70 % de nos fournisseurs sont installés à moins de 300 km. Et c’est allé vite : aujourd’hui, Douai ne fabrique plus que des véhicules électriques.

Depuis janvier 2023,  
les motorisations électriques  
représentent  
**1 immatriculation**  
**SUR 6 en France**  
(1 sur 4 en prenant en compte les  
hybrides rechargeables).



### RÉSEAU ROUTIER : DES BORNES DE RECHARGE MADE IN HAUTS-DE-FRANCE

Indispensable à l'essor de l'électrique, le maillage du territoire se poursuit à vive allure - il suffit d'avoir pris l'autoroute cet été pour constater qu'on y trouve de plus en plus de bornes de recharge, souvent flambant neuves. Et pour cause : alors que le seuil des 100 000 points de charge a été franchi en 2022, l'objectif des pouvoirs publics vise désormais 200 000 bornes en 2025, un rythme effréné qui doit beaucoup à l'efficacité des entreprises des Hauts-de-France comme DBT (62). Spécialiste des bornes rapides et ultrarapides, le groupe se diversifie depuis 2020 en proposant ses dispositifs aux opérateurs autoroutiers, un virage stratégique qui lui a permis de fournir près de 10 % des 40 000 bornes installées en France en 2022. Mais il n'est plus seul dans la région : basée à Wasquehal, l'entreprise Electra s'apprête à lever 300 millions d'euros (après 160 en 2022) pour développer son réseau à haute puissance en ville. Objectif : passer la barre des 8 000 bornes en 2030, soit 1 500 stations.

Ampere ElectriCity s'appuie sur le savoir-faire historique et la complémentarité des trois manufactures implantées depuis plus de 50 ans dans le nord de la France, ainsi que sur celle de Cléon, proche de Rouen, qui fournit les moteurs électriques.

#### **On sait que le salaire horaire est plus cher en France que dans d'autres pays. Comment compensez-vous cet écart ?**

Pour être compétitifs, nous travaillons sur la qualité et sur une meilleure organisation du travail, avec un juste équilibre entre l'automatisation et le travail manuel. Si on ne met que neuf heures au lieu de dix à douze heures pour produire une Renault 5, l'écart

est compensé, surtout si les Français se tournent vers le made in France et réduisent ainsi les coûts logistiques d'un transfert depuis des sites étrangers.

#### **Les trois sites nordistes emploient aujourd'hui plus de 5 000 salariés. En termes d'emploi, quel est l'impact de cette transformation ?**

Le groupe avait annoncé 700 nouveaux postes en CDI sur la période 2022-2024 et nous respectons cette feuille de route. D'ici la fin de cette année, 300 nouveaux collaborateurs nous auront déjà rejoints.

## L'AUTOMOBILE VIT LA RÉVOLUTION LA PLUS RADICALE DE SON HISTOIRE

Norauto, Midas, Auto 5... Les enseignes du groupe Mobivia ont largement entamé une transition inéluctable vers l'électrique. Les explications de son directeur de l'innovation Stéphane Derville.

### Comment analysez-vous l'arrivée de l'électrique dans la mobilité ?

En moins de 20 ans, l'électrique sera la norme dans l'automobile. Cette mutation est déjà en œuvre, soit par des incitations comme les primes à l'achat, soit par des mesures dissuasives comme l'interdiction progressive des voitures anciennes dans les ZFE (zones urbaines à faible émission). Le véhicule électrique ne résoudra pas tout, mais il apparaît comme la meilleure réponse pour réduire l'empreinte carbone et diminuer les émissions polluantes du parc automobile.

### Les Hauts-de-France sont en passe de devenir un haut lieu de cette transition. S'agit-il d'une région test pour Mobivia ?

L'automobile vit la révolution la plus radicale de son histoire et pour la région, c'est l'opportunité de se hisser à la pointe des mobilités. C'est aussi là qu'est né Mobivia avec Norauto, suivi par Midas, Carter-Cash, Auto5... Dans nos 2 000 points de service, nous accompagnons 50 millions de clients en apportant le bon conseil, le bon produit et le bon service au juste prix. Pour l'heure, c'est essentiellement un marché d'équipement : câbles, chargeurs, bornes, pneus spécifiques... Nous avons adapté nos forfaits entretien pour répondre aux exigences des motorisations électriques et nous équipons nos ateliers des outillages nécessaires. Le but est de rendre la mobilité électrique accessible au plus grand nombre et, dans bien des situations, opter pour un véhicule électrique coûte désormais moins cher qu'un équivalent thermique.



**Stéphane Derville,**  
directeur de l'innovation  
électrique Mobivia

### Depuis 2022, la Move Factory de Mobivia à Villeneuve d'Ascq est consacrée à cette mutation. De quelle manière ?

Il s'agit du premier écosystème européen professionnel dédié aux mobilités. Sur 17 000 m<sup>2</sup>, la Move Factory réunit différents acteurs des mobilités désireux de partager leurs expertises, dont les marques de Mobivia. Nous y avons également installé la cellule interne d'open-innovation CarStudio pour y développer les connaissances et technologies nécessaires à l'entretien et à la réparation multi-marque. Dans une voiture électrique, la motorisation et sa batterie représentent près de 40% du coût et la question de la maintenance sera donc essentielle. Celle de la recyclabilité l'est tout autant pour préserver les ressources. Mobivia a d'ailleurs réinvesti un site industriel à Béthune pour y produire les pneus remanufacturés Léonard et reconditionner à neuf des batteries de démarrage.

### Trouvez-vous les bras nécessaires ?

Avec son programme Academy, Mobivia forme chaque année plus de 6 000 stagiaires internes, dont un tiers à la Move Factory. Notre dispositif de formation initiale par alternance a également permis de former plus de 800 apprenants, notamment au sein de 25 "classes Norauto". Pour ancrer ces compétences dans la pratique, Mobivia a créé le Hubtech, une équipe d'experts qui accompagne à distance les électrotechniciens dans le diagnostic et la réparation électronique.



## FLOTTES D'ENTREPRISES : L'ÉLECTRIQUE, PARI GAGNANT

### Autonomie et compétitivité

Système de vignettes, péages urbains, restrictions de circulation, surtaxes sur le stationnement pour les véhicules thermiques comme au Danemark ou aux Pays-Bas... Partout dans le monde, les pouvoirs publics multiplient les restrictions de circulation pour limiter la pollution issue des gaz d'échappements, notamment dans les grandes métropoles où la précieuse vignette Crit'Air 0, avec sa couleur verte, risque de devenir très recherchée - y compris du côté des entreprises.



D'où la nécessité d'anticiper, explique Jérémie Hardeman, responsable de la société Dallmayr Distribution Automatique. Spécialisée dans la gestion de distributeurs automatiques de boissons et de petit snacking, son entreprise compte depuis l'an dernier cinq Ford Transit électriques pour une flotte de 25 utilitaires, en s'appuyant sur les aides de l'État. « Celles-ci représentaient 40 % du prix TTC, ce qui a permis de ramener le coût d'achat au niveau d'un véhicule diesel équivalent, autour de 35 000 euros », explique le dirigeant. Une opportunité qui correspond à la démarche RSE de l'entreprise tout en tenant la route sur le plan de l'autonomie : « À raison de 50 à 60 km par jour et par tournée, nos Transit électriques peuvent tenir une semaine sans être rechargés ». Rentable, d'autant que la facture à la pompe ou plutôt à la prise baisse drastiquement : « Nos cinq tournées lilloises nous coûtaient 1 000 à 1 200 euros de carburant par mois. En dépit de la hausse des tarifs de l'électricité, la facture est descendue à 300 euros ». Autrement dit, le surcoût à l'achat

d'un utilitaire électrique peut globalement se compenser sur cinq ans, même en tenant compte de la réduction des aides de l'État... Le tout en offrant à Dallmayr une image nouvelle auprès de ses clients.

### Les poids lourds aussi !

La tendance ne surprend pas Agathe Coquidé-Deschuytter, responsable communication des Établissements Coquidé & Cie, spécialisés dans la distribution et l'entretien des véhicules de la gamme Renault Trucks. Dans les 24 garages de l'entreprise, « chaque modèle thermique dispose de sa version 100 % électrifiée, du Trafic et du Master jusqu'aux porteurs de distribution et bientôt tracteurs routiers en passant par les grues ou les bennes de chantier, explique la responsable. Sur les quelque 1 000 poids lourds et utilitaires que nous avons vendus depuis le début de l'année, une quarantaine sont des modèles électriques et la demande progresse clairement depuis un an ou deux ». Parmi les premiers clients intéressés, les services des collectivités chargés de l'entretien des espaces verts et les entreprises qui assurent la collecte des déchets : « Celles-ci sont séduites par le caractère silencieux de ces modèles parfaitement adaptés à des tournées souvent courtes », explique Agathe Coquidé. Mais les transporteurs routiers régionaux sont de plus en plus nombreux à s'intéresser aux véhicules non polluants. Une petite révolution dans un secteur réputé polluant, soutenue par des aides publiques qui peuvent atteindre des montants non négligeables.



# Trois projets phares

**Difficile de s'y retrouver dans la longue liste des projets industriels qui dessinent petit à petit l'avenir de tout ce qui touche de près ou de loin à l'électricité dans la région. Retour sur trois implantations emblématiques, opérationnelles ou programmées.**



ACC, l'usine géante de batteries en Hauts-de-France, créée par Stellantis, TotalEnergies et Mercedes, est prête à façonner l'avenir de l'industrie automobile européenne.

## 2 000 emplois en vue dans l'usine géante d'ACC

C'est un acronyme qu'on devrait vite reconnaître : créée par Stellantis, TotalEnergies et Mercedes, ACC (pour "Automotive Cells Company") vient d'inaugurer en mai la première des usines de batteries qui s'installent progressivement dans les Hauts-de-France. D'ici 2030, lorsqu'il fonctionnera à pleine capacité, le site du groupe créé en 2020 sera en mesure de produire de quoi équiper 500 000 véhicules électriques par an et emploiera 2 000 salariés, dont 400 seront déjà à pied d'œuvre à la fin de cette année.

Deux milliards d'euros d'investissements privés, 800 millions d'aides publiques dont 80 de la Région

et 40 des agglomérations de Béthune et de Lens, 700 mètres de long, 100 mètres de large et 35 mètres de haut... Immense, l'usine construite en dix-huit mois à peine mérite bien l'appellation de gigafactory, un terme à la hauteur des enjeux colossaux qui se jouent à l'échelle européenne. Premier centre de production de batteries opérationnel sur le vieux continent, ACC préfigure l'avenir d'un secteur bouleversé par le passage du thermique à l'électrique, une évolution que l'arrêt programmé de la vente de véhicules thermiques neufs en Europe en 2035 rend inévitable. Un défi de taille dont les Hauts-de-France comptent bien profiter dans une région où le secteur automobile représente déjà 55 000 emplois à ce jour.

“Gravelines est la plus importante centrale d’Europe de l’Ouest. Son choix pour l’installation de six nouveaux réacteurs sonne comme une évidence.”

### À Gravelines, le chantier des EPR se précise

Entre Gravelines et le nucléaire, on pourrait presque finir par parler d’atomes crochus. Lancé par Emmanuel Macron en février 2022, le chantier de renouvellement du parc nucléaire français prévoit la construction a minima de six nouveaux réacteurs de nouvelle génération (EPR2), aménagés près de centrales existantes pour bénéficier des infrastructures en place. Parmi les sites identifiés par EDF et les pouvoirs publics, Gravelines (Nord) faisait déjà office de candidat idéal : avec ses six réacteurs pour 5 460 mégawatts électriques (MWe) nets de puissance installée, elle est la plus importante centrale d’Europe de l’Ouest. Si la confirmation du choix du site nordiste par le Conseil de politique nucléaire, en juillet dernier, sonne comme une évidence, la mise en service des deux futurs réacteurs n’est en revanche pas pour demain, avec un chantier qui démarrerait dans le meilleur des cas en 2026 pour une mise en service de la première tranche à l’horizon 2038. Le programme, aujourd’hui évalué à 16 milliards d’euros, devrait augmenter la production de 1 670 MWe.

Reste à déterminer où les deux nouveaux réacteurs pourraient être installés. Envisagée un temps, l’option d’une implantation à l’ouest de la centrale perd du terrain au profit de la seconde option, à l’est, sur l’actuel dépôt stratégique de 600 000 m<sup>3</sup> de gazoil de TotalEnergies. Le groupe, qui loue le terrain

au Grand Port Maritime de Dunkerque, discute actuellement avec EDF des conditions de reprise d’un espace qui a l’avantage d’être déjà voué à une activité industrielle tout en étant situé à quelques encablures de la mer, donc d’une eau froide qu’il suffira d’acheminer en aménageant un court canal. Autre avantage, le site est suffisamment vaste pour accueillir sans problème les quelque 6 000 à 8 000 personnes qui travailleront sur le chantier. Prochaine étape : l’organisation de l’indispensable concertation avec les acteurs locaux et les habitants, une phase qui pourrait prendre la forme d’un débat public, à l’été 2024.

### Recyclage : Eramet et Suez main dans la main

À l’explosion des motorisations électriques répond inévitablement la question de leur recyclage en fin de vie. Annoncé en septembre dernier, l’accord entre Eramet, leader minier et métallurgique européen, et le groupe Suez, géant des solutions circulaires dans l’eau et les déchets, compte y répondre avec l’installation à Dunkerque d’un futur site de recyclage de batteries de véhicules électriques lithium-ion. Le projet, qui repose sur la récupération et la valorisation des métaux stratégiques (nickel, cobalt, lithium) contenus dans la blackmass\* des batteries, s’inscrit dans une volonté plus large de sécurisation des approvisionnements nécessaires à la transition énergétique en Europe - le Covid et les bouleversements géopolitiques ayant montré l’intérêt d’une meilleure indépendance du continent. Le projet, qui prévoit l’aménagement d’une usine amont de démantèlement et d’une jumelle d’extraction de métaux en aval, table sur un démarrage de la première en 2025 et de la seconde en 2027. ●

\* poudre obtenue après le broyage des batteries lors du recyclage.





## axes d'engagement

*Parce que la Caisse d'Épargne Hauts de France est une banque 100 % régionale qui appartient à ses clients, elle porte une responsabilité particulière à l'égard de son territoire et de ses habitants. Elle conduit de longue date un programme d'actions au service de cette ambition, réunies sous l'appellation commune "Plus qu'une banque" : plus solidaire, plus green, plus sport. La certification B Corp - obtenue en novembre 2022 - est la reconnaissance de cet impact en faveur de la société et de l'environnement de son territoire.*



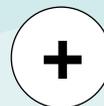
### SOLIDAIRE

La banque et sa fondation d'entreprise favorisent l'accès à la culture et à l'insertion (par l'emploi et le logement). En 2022, elles ont consacré ensemble 5 M€ au profit d'actions solidaires de mécénat et de partenariats sportifs.



### GREEN

**La banque agit à plusieurs niveaux. Elle permet à ses clients d'investir dans des placements responsables (15 Md€) ; soutient ses clients dans leur transition énergétique et environnementale et s'engage dans la réduction de sa propre empreinte.**



### SPORT

La banque porte un programme d'actions en faveur de la pratique du sport en région. Elle est un partenaire fidèle d'équipes sportives représentatives des territoires de la région ; elle contribue à la pratique sportive au profit de la santé du plus grand nombre ; elle accompagne neuf athlètes originaires de la région, sur la route de Paris 2024.

**+ SOLIDAIRE**

# OPUS : harmonie en herbe

***Depuis de nombreuses années, la Caisse d'Épargne Hauts de France s'engage à promouvoir l'excellence musicale au niveau régional et à rendre la musique classique accessible à tous. En partenariat avec l'Orchestre national de Lille, elle soutient le projet OPUS et finance près de 400 instruments classiques pour les enfants des quartiers de la région.***

OPUS (Orchestre pédagogique d'utilité sociale) est un projet dédié à la musique pour tous. Il permet à des enfants âgés de sept à neuf ans, issus des quartiers relevant de la politique de la ville dans la Métropole européenne de Lille, de découvrir la pratique musicale grâce à l'Orchestre national de Lille (ONL). Pour beaucoup d'entre eux, c'est la première fois qu'ils tiennent un instrument entre leurs mains. La pédagogie innovante repose sur l'apprentissage par le geste et l'oralité, la lecture de la musique intervenant ultérieurement, favorisant ainsi l'écoute. Cette approche encourage le travail collectif, réunissant des enfants de plusieurs villes qui se rencontrent pour jouer ensemble au sein de l'orchestre. Les enfants et leurs familles sont guidés dans leur découverte de la musique à travers des concerts et des ateliers organisés par l'ONL. Des partenaires multiples publics et privés (intervenants,

mairie, écoles de musique, mécène, équipe et musiciens de l'ONL, etc.) accompagnent cette initiative.

## **Éveil musical et engagement**

Pour Ingra Söerd, coordinatrice de l'Orchestre métropolitain des jeunes (OMJ) et de l'Orchestre pédagogique d'utilité sociale (OPUS), « la remise des instruments est un moment très attendu par les enfants participant au projet OPUS. Ils peuvent enfin les rapporter chez eux et partager la musique avec leur famille. Cette cérémonie souligne aussi leur engagement pour les deux ans à venir. Les instruments leur sont prêtés pendant la durée du projet et sont offerts à celles et ceux qui souhaitent s'inscrire dans une école de musique ou un conservatoire à la suite du projet. Nous sommes heureux de voir tant d'enfants épanouis dans la pratique musicale et orchestrale ». ●



Récemment, les enfants des villes de Seclin et de Hem ont reçu leurs violons et violoncelles.

# La santé des aidants, un enjeu de santé publique

**Le 6 octobre dernier, la Journée nationale des aidants mettait à nouveau en lumière une réalité criante. Le nombre de personnes en France qui accompagnent au quotidien un proche en perte d'autonomie ou en situation de handicap est vertigineux. Huit à onze millions selon le ministère de la Santé et de la Prévention. Soit une personne sur cinq ou six.**

“Aidons les aidants à prendre soin d’eux et d’elles”, tel était le thème de la Journée nationale des aidants qui s’est déroulée le 6 octobre dernier. Une urgence si l’on en croit les signaux d’alarme émis par les associations mobilisées autour de la question. 46 % des aidants ne prennent plus soin de leur santé, d’après la consultation nationale 2023 du collectif Je t’Aide. Un chiffre qui traduit à la fois le dévouement et l’extrême fragilité de ces hommes et femmes qui accompagnent au quotidien un parent, un conjoint, un enfant frappé par la maladie, en perte d’autonomie ou en situation de handicap.

## Un équilibre bouleversé

« À moins d’être confronté à un accident brutal ou à la maladie, on entre dans le monde de l’aidance parfois sans s’en rendre compte. On commence par faire les courses pour un parent qui peine à se déplacer, on lui prépare ses repas puis on vient lui donner à manger tous les jours... », témoigne Yolande Tourneux, conseillère et formatrice Finances et Pédagogie, association soutenue par les Caisses d’Épargne. Yolande est passée par là. Elle a accompagné ses parents pendant plus de quatre ans. Elle reconnaît aujourd’hui s’être mise entre parenthèses. « On peut difficilement imaginer le quotidien d’un aidant, sans y avoir été confronté. Bien sûr, il est plus ou moins lourd en fonction de l’être aidé,



**Yolande Tourneux,**  
conseillère et formatrice  
Finances et Pédagogie

mais globalement tous les aidants partagent les mêmes difficultés : une charge mentale abyssale, des angoisses permanentes, des journées qui n’en finissent pas, un équilibre de vie bouleversé et une fatigue qui s’installe insidieusement. Or, il existe des solutions pour sortir la tête de l’eau et accompagner son proche plus sereinement », exprime-t-elle.

## L’importance de prendre soin de soi

À la suite de son expérience personnelle et après avoir obtenu un diplôme universitaire dédié à l’accompagnement et aux droits des aidants, Yolande Tourneux a monté un programme de formation destiné aux aidants dispensé par Finances et Pédagogie. Une formation qui aborde l’aidance sous l’aspect



bancaire mais pas uniquement. « Nous avons deux modules qui préparent à la dépendance financière d'une personne âgée ou en situation de handicap, mais nous avons aussi tout un parcours dédié à la sensibilisation et à l'importance de prendre soin de soi. Le danger qui guette les aidants, c'est ni plus ni moins l'épuisement. Leur bien-être est souvent relégué au deuxième plan face à la priorité donnée aux malades qu'ils accompagnent », explique-t-elle. Aujourd'hui en France, on estime qu'un aidant sur trois décède avant la personne aidée! Le manque de temps et l'accent mis sur les soins aux autres, conduisent nombre d'entre eux à reporter ou à renoncer à leurs propres soins.

À la Caisse d'Épargne Hauts de France, un dispositif est dédié aux collaborateurs aidants, pour qu'ils puissent à la fois être épaulés si besoin par une assistante sociale, mais aussi profiter de facilités pour organiser leurs semaines. La santé des aidants est un enjeu de santé publique. Nous sommes tous concernés. Nous sommes tous un jour amenés à aider un proche ou être aidé. ●

## LES AIDANTS DANS LE MONDE DU TRAVAIL

- **61 % des aidants en France sont des travailleurs (soit près de 5 millions).**
- **1 salarié sur 2 a le sentiment de pouvoir perdre son emploi à cause de son rôle d'aidant.**
- **Seuls 26 % des aidants salariés ont informé leur employeur de leur situation.**
- **40 % ont renoncé à une opportunité professionnelle.**
- **Un salarié proche aidant travaille 8,3 heures par semaine en tant qu'aidant.**

Source : Étude OCIRP/Viavoice "salariés aidants" 2021.

## CONNAÎTRE FINANCES & PÉDAGOGIE

Créée en 1957 par les Caisses d'Épargne, Finances & Pédagogie est une association qui réalise des actions de sensibilisation et de formation sur le thème de l'argent dans la vie, auprès de tout public, jeunes et adultes, à la demande d'acteurs de l'économie sociale et solidaire.

Les programmes d'actions et les supports pédagogiques de Finances & Pédagogie sont développés grâce aux soutiens financiers des Caisses d'Épargne dans le cadre de leur engagement sociétal.

L'association réalise également des actions de formation professionnelle en direction des salariés d'entreprises publiques et privées.

Finances & Pédagogie appuie son offre à travers une approche mixant enseignement des connaissances de base, cas pratiques, apprentissage par le jeu.

Ces programmes de formation encouragent la prise de responsabilité et l'autonomie financière.

Ils visent également à accompagner les stagiaires en reconversion, confrontés à de nouveaux enjeux de société, à de nouveaux modes de consommation.

Ces dispositifs pédagogiques sont élaborés en étroite collaboration avec les partenaires. Agréée Entreprise solidaire d'utilité sociale (ESUS), Finances & Pédagogie est labellisée EDUCFI.

### Contacts :

#### Yolande Tourneux

(départements Nord et Pas-de-Calais)  
06 10 90 74 40  
yolande.touneux@hdf.caisse-epargne.fr

#### Michèle Kochan

(départements Aisne, Oise et Somme)  
06 43 92 34 36  
michele.kochan@hdf.caisse-epargne.fr

+ SOLIDAIRE

# Des vélos cargos pour tous

**C**réée en 1999 et rattachée à la fédération Aisne Lecture, l'association Croq'livres, située dans la commune de Ressons-le-Long, a pour mission de promouvoir la lecture et d'accompagner divers publics.

L'association a décidé d'élargir son action après avoir fait le constat de difficultés rencontrées par les personnes âgées, handicapées ou malades pour se déplacer et faire leurs courses. En tant qu'organisation active et avant-gardiste, Croq'livres a fait l'acquisition de deux vélos cargo utilisés pour le transport des courses destinées aux résidents en difficulté de la commune. Elle les met également à disposition de ses bénévoles, des jeunes et des personnes en service civique qui n'ont pas de permis de conduire, leur offrant ainsi une solution de mobilité.

La fondation d'entreprise Caisse d'Epargne Hauts de France a financé l'un de ces deux vélos, en remettant un chèque de 4 300 € à Sylvie Hutin,

présidente de l'association Croq'livres, en présence de Nicolas Riberot, maire de la commune, Pascal Tordeux, vice-président du Conseil départemental de l'Aisne et Marie-Thérèse Piekacz, présidente de la société locale d'épargne Aisne Champenoise. ●

**En savoir + :** [www.croqlivres.com](http://www.croqlivres.com)



## 4 300 €

de soutien apporté

## J'invite un banquier dans ma classe

Cette année encore, Finances et Pédagogie, en partenariat avec la FBF (Fédération bancaire française), a proposé aux écoles primaires des Hauts-de-France d'organiser des ateliers ludiques autour du jeu intitulé "J'invite un banquier dans ma classe". Ces ateliers étaient spécialement conçus pour les élèves de CM1/CM2 et abordaient des thèmes tels que la gestion du budget, la protection des données bancaires, la consommation responsable et les écogestes.

Les collaborateurs et les administrateurs se sont mobilisés comme tous les ans pour recommander cette animation aux professeurs des écoles fréquentées par leurs enfants. ●

**En savoir + :** [www.finances-pedagogie.fr](http://www.finances-pedagogie.fr)



CHIFFRES CLÉS

## 28

ateliers

## 606

élèves

**+ GREEN**

# Logement social : de belles opérations de réhabilitation

**En 2023, la SA HLM de l'Oise\*, filiale de la Caisse d'Épargne Hauts de France, a finalisé deux gros chantiers de réhabilitation de ses résidences situées à Creil et Beauvais.**

## La résidence "At Home" de Creil

La résidence comprend 188 logements construits en 1976. Le projet de réhabilitation des logements consistait en l'amélioration de l'enveloppe et des parties privatives des deux tours, dans le quartier de la ZAC de la Cavée du Moulin.

L'objectif de la réhabilitation était d'améliorer les performances thermiques des bâtiments et d'atteindre la certification "Patrimoine & Environnement", gage d'un niveau de qualité supérieure, en adéquation avec les nouvelles attentes du marché : confort d'usage, maîtrise des charges, respect de l'environnement, performance énergétique, qualité des services.

## La Tour A5 à Beauvais

La réhabilitation de la Tour A5, inaugurée en juillet dernier, fait partie d'un vaste programme engagé par les bailleurs sociaux du quartier "Argentine" de Beauvais, qui compte environ 500 logements.

Constituée de 44 logements, la Tour A5 a notamment bénéficié de l'isolation thermique par l'extérieur, de la pose de nouvelles fenêtres et volets roulants, de la réfection des pièces humides (cuisines, salles de bains, WC), de la mise aux normes électriques ou encore de la réfection complète du système de chauffage... pour un coût total de 3,8 millions d'euros. L'amélioration des performances énergétiques a permis l'obtention du label BBC (Bâtiment Basse Consommation) Rénovation.



Beauvais - Architecte : Cabinet Arcana / © SAHLM60

La SA HLM de l'Oise a également installé sa toute nouvelle agence au pied de l'édifice ainsi qu'une conciergerie solidaire. Cette dernière est un bonus pour la résidence, un tiers-lieu au cœur du quartier géré en partenariat avec l'association Sime.

**Ces opérations de réhabilitation, engagées par nos trois bailleurs sociaux (Sia Habitat, SA HLM de l'Oise et SIGH), vont représenter un investissement de quatre milliards d'euros sur les dix années à venir. ●**

\* La SA HLM de l'Oise gère 8325 logements et 1856 logements en foyers et résidences dans 251 communes. Elle compte 140 collaborateurs.



+ SPORT

# Le SQBB, tel un phénix !

***Soutenu par la Caisse d'Épargne Hauts de France quasiment depuis ses débuts, le SQBB, club de basketball de Saint-Quentin, a fêté son cinquantième anniversaire de la plus belle des manières : en revenant au plus haut niveau et en décrochant son premier titre : champion de France de Pro B.***



Né en 1973 de la fusion de clubs locaux, le SQBB s'est très vite distingué dans le petit monde du basket français. Parmi les noms qui ont marqué son histoire : Jean Cantineau, le créateur du club, mais aussi Jean-Claude Chrétien, l'un des premiers présidents. Directeur de la Caisse d'Épargne de Saint-Quentin, Jean-Claude Chrétien est connu comme celui qui a recruté les premiers joueurs américains. En 1978, il fait en effet financer le recrutement du joueur Henry Wright, déniché par l'entraîneur Bertrand Gamess. Henry Wright donc, mais aussi Chris Singleton, Philippe Scholastique et Paul Fortier propulsent Saint-Quentin jusqu'au sommet. Le SQBB franchira toutes les étapes jusqu'à se hisser en première division (N1A) en 1988.

## **La chute d'un club pourtant au sommet**

Au terme d'une série de neuf victoires, dès sa première saison parmi l'élite, Saint-Quentin accroche la deuxième place du classement à mi-parcours, derrière l'intouchable CSP Limoges. Passé tout près de la qualification européenne, le club présidé par Raymond Ducamp finit par la décrocher à l'issue de sa 3<sup>e</sup> saison en N1A. Mais, le club a dépensé sans compter et il se retrouve financièrement exsangue. En 1992, il est relégué en N1B. « Pendant 20 à 25 ans, le club va errer entre de multiples déboires et naviguer entre la 2<sup>e</sup> et la 3<sup>e</sup> division », explique Laurent Prache, président actuel du SQBB.

## 2018 : un tournant

Lorsqu'il est nommé à ce poste le 1<sup>er</sup> juillet 2018, le SQBB est proche du dépôt de bilan. *« J'ai accepté de le reprendre parce que j'ai le même âge que le club et que j'ai vécu ses grandes heures. Je suis allé à plusieurs reprises au Palais des Sports pendant les années 1989-1990 et 1991 lorsque j'étais lycéen, l'ambiance était folle. Je ne suis pas nostalgique mais je me nourris de cette période-là. »* La première saison de Laurent Prache surprend tout le monde. *« Contre toute attente, nous nous retrouvons en play-offs. Le SQBB était le plus petit des quatre clubs dans le carré final, et à chaque match, il gagnait ! Il gagne même d'un point à la dernière seconde contre Le Havre »,* se souvient-il.

Le SQBB revient alors en Pro B. Avec la pandémie de Covid-19, la saison 2019-2020 est déclarée blanche. L'année suivante, encadrée par Julien Mahé, l'équipe qui visait le maintien, crée une nouvelle fois la surprise en se mêlant à la lutte pour le titre. Elle termine finalement troisième du classement et remporte trois trophées : celui du meilleur entraîneur pour Julien Mahé, celui du meilleur joueur pour Parker Jackson Cartwright et celui du meilleur espoir du championnat pour Hugo Besson ! *« Du jamais vu dans l'histoire du basket français, s'enthousiasme le président. Tout le monde nous a redécouverts, et le public a suivi. »*

## Le retour parmi l'élite

En 2022, le SQBB fait le podium toute la saison avec le 11<sup>e</sup> budget du championnat. *« Le 12 mai, nous jouons notre dernier match contre Angers et devenons Champions de France de Pro B. Nous raflons au passage à nouveau les trois trophées alors que personne n'aurait parié un euro sur nous il y a cinq ans. Le Palais des Sports était plein, le match était retransmis sur écran géant, c'était de la folie. »*

La clé du succès ? *« Un tout. Nous avons l'un des meilleurs coachs du championnat ! Il recrute des jeunes et sait les mettre en confiance pour qu'ils donnent le meilleur d'eux-mêmes. Il parle énormément avec ses joueurs. L'ambiance dans le club est très bonne, tout est très clair et le climat est sain. Nous mettons tout en œuvre pour que chacun se sente bien, et puis le public est absolument incroyable à Saint-Quentin. Il nous porte. Nous avons à cœur de tout donner pour le remercier de son soutien. D'ailleurs, notre début de saison est particulièrement positif ! »* Il y a cinq ans, Laurent Prache n'imaginait pas un tel scénario, à peine osait-il en rêver. Néanmoins, le nouveau logo qu'il a donné au club est incarné par... un phénix ! *« Il faut toujours croire en ses rêves »,* conclut-il. ●



+ SPORT

# Neuf athlètes au top !

**2023 est une année florissante pour les athlètes soutenus par la Caisse d'Épargne Hauts de France via le pacte de performances. Leur palmarès depuis le début d'année augure d'une préparation qui pourrait bien les mener sur les podiums du plus grand événement sportif du monde. Portraits et performances\*.**



**JIMMY GRESSIER**

Né le 4 mai 1997 à Boulogne-sur-Mer, l'athlète est spécialiste des épreuves d'endurance. En 2023, il confirme sa bonne forme avec des résultats en progression constante sur plusieurs distances en France et à l'international. En février, à Castellon en Espagne, il bat son record personnel sur 10 km avec un temps de 27' 33". À l'occasion de la Monaco Run

en février, il bat également le record d'Europe du 5 km route en 13' 12". À l'occasion du meeting de Montesson en juin, il termine à la troisième place du 1500 m et signe un nouveau record personnel à 3' 33"90.

En juillet, au meeting de Monaco, il établit le record de France du 5000 m en 12'56"09. Le 28 juillet, il remporte le 5000 m des Championnats de France d'athlétisme à Albi, battant le record des Championnats de France de plus de deux secondes.

Jimmy Gressier a organisé une journée partenaires le 27 octobre au stade de la Libération à Boulogne-sur-Mer. Un événement de convivialité pour développer des relations intra et interentreprises autour d'une pratique sportive ludique et festive et en compagnie de sportifs de haut niveau. Six collaborateurs de la Caisse d'Épargne Hauts de France se sont prêtés au jeu...



**VIOLAINE AERNOUDTS**

Intégrée au projet du "quatre de couple" (W4x) français depuis 2018, Violaine possède déjà une belle expérience au plus haut niveau dans la pratique de l'aviron, et ce malgré son jeune âge. La Nordiste qui habite La Chapelle d'Armentières monte en puissance au fil des années, accompagnant la progression du bateau dans la hiérarchie internationale. En février, elle termine troisième des Championnats de France d'aviron indoor. En mai, à l'occasion de la régata de Duisburg, elle remporte deux médailles d'or sur les deux "quatre de couple" en aviron. Plus récemment, en septembre, elle devient championne de France du "deux de couple".



**ERWAN KONATÉ**

Athlète spécialiste du saut en longueur, il est né le 18 avril 2003 à Amiens. En 2022, Erwan remporte pour la seconde fois les Championnats du monde juniors avec un saut à 8,08 m. En juillet, à Albi, il remporte la médaille de bronze sur le saut en longueur à l'occasion des Championnats de France d'athlétisme Elite.

\*Performances au 15 octobre 2023



**KIMIE ET MARLONE ALVAREZ**

Soutenus par leur club Blacklist à Dunkerque, les deux jeunes breakdancers partagent un rêve commun : danser sur la place de la Concorde lors des Jeux de Paris 2024. Depuis le début de l'année, ils enchaînent les compétitions et les récompenses.

En février, à Porto, ils terminent chacun premiers sur le "7 to smoke" du Action Jam 23. Ils décrochent ensuite l'or au Battle Pro 2023, puis le même métal au Hip Hop Session, catégorie Bonnie and Clyde. Enfin, à Nantes, ils s'offrent la victoire en breakdance au festival Hip Op session. De son côté, Kimie remporte la médaille d'or Red Bull BC One Cypher France à Montpellier, puis l'argent à la Battle of the Year international 2023. Elle représente la France au World Final Red Bull à New York et décroche le bronze lors des Championnats de France de Breaking, catégorie + de 16 ans, en mai dernier.

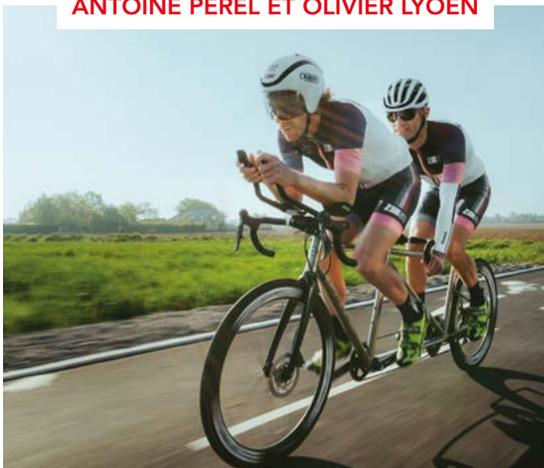
**CHARLOTTE ET LAURA TREMBLE**



Les sœurs sont nées le 4 juin 1999 à Compiègne et pratiquent la natation synchronisée. Elles sont affiliées au club de Senlis et étudient à l'Institut polytechnique des sciences avancées (IPSA).

En août 2022, Charlotte se classe troisième lors des Championnats d'Europe de natation à Rome, dans les épreuves par équipes technique et highlights. En mai, elles remportent deux médailles de bronze par équipe (technique et acrobatique) lors de l'étape de Coupe du monde de natation artistique qui se déroule en Égypte. Elles remportent également le titre de championnes d'Europe de natation artistique en juin dernier, et s'offrent la médaille de bronze en équipe technique aux Jeux européens.

**ANTOINE PEREL ET OLIVIER LYOEN**



Le duo d'athlètes est spécialisé dans le triathlon. Antoine est malvoyant, Olivier est son guide. Antoine vit à Hazebrouck, Olivier à Coudekerque. En 2022, ils terminent à la troisième place des Championnats du monde de paratriathlon à Abu

Dhabi. Cette année, Antoine obtient la médaille d'or aux Championnats d'Europe à Madrid, et termine troisième à l'occasion des Championnats du monde de paratriathlon à Pontevedra, catégorie PTVI. ●

#### **ACCOMPAGNEMENT**

**En sa qualité de partenaire premium des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024, la Caisse d'Épargne Hauts de France accompagne les athlètes dans leur préparation. Au-delà, elle s'engage à leur être utile et est à leur écoute pour répondre à leurs besoins de financement de leur carrière sportive mais aussi de leurs projets professionnels ou de reconversion.**

Sommaire

**CULTURE ÉCO**

**Page 54. Nos experts vous répondent**  
Cybersécurité :  
bien se protéger



**CULTURE SOCIÉTAIRES**

**Page 56. Sociétés locales d'épargne**  
Participer aux orientations  
de la banque



**CULTURE BANQUE**

**Page 60. Un collaborateur, un métier**  
Rencontre avec Adeline Lefèvre,  
responsable qualité de vie  
au travail et diversité



**Page 62. Application Banxo**  
Vous accompagner dans vos projets  
de transition environnementale.

**Page 58. Portrait croisé**

**Laurent Depoorter,**  
président de la CPME Nord et vice-président  
de la CPME Hauts-de-France, et

**William Wabinski,**  
chargé de partenariat de la Caisse d'Épargne  
Hauts de France, se prêtent au jeu du portrait  
croisé pour présenter leur engagement local.



**LA CHRONIQUE ÉCO DE PHILIPPE WAECHTER\***

Directeur de la recherche économique, Ostrum Asset Management,  
filiale du Groupe BPCE



# Le renouveau de la politique industrielle

**L**es pénuries et les rationnements rencontrés pendant la pandémie, ainsi que la nécessité de mettre en œuvre des stratégies favorisant la transition énergétique, ont préparé le terrain pour le retour de la politique industrielle. En France, le projet sur l'industrie verte vient d'être voté et, aux États-Unis, le président Biden aura son nom associé à l'Inflation Reduction Act qui soutient cette nouvelle orientation industrielle.

## Délocalisation de l'industrie: un modèle en mutation

Durant deux à trois décennies, les pays développés avaient tendance à délocaliser leur industrie vers des régions offrant des coûts de production plus réduits et un marché en forte croissance. L'industrie était considérée comme un moteur capable de générer des gains de productivité pour les pays émergents et une étape nécessaire pour un développement à long terme. Cette période s'est caractérisée par d'importants transferts de technologies, favorisant le développement en Asie, en particulier en Chine. Ce qui a caractérisé cette longue période, c'est la perception d'un risque global limité, notamment sur le plan politique.

## L'évolution de la politique industrielle

Cela a bien fonctionné jusqu'aux tensions entre les États-Unis et la Chine, celle-ci cherchant à inscrire une marque politique plus forte à l'échelle mondiale. Cela a également bien fonctionné jusqu'à la pandémie qui a mis en lumière les fragilités du modèle, notamment concernant l'approvisionnement en produits essentiels qui n'étaient pas produits localement, comme

le paracétamol par exemple. Ces événements ont fait émerger de nouveaux risques économiques et surtout politiques, créant ainsi l'opportunité de sortir d'un modèle qui montrait ses limites.

La forte croissance de l'industrie dans les pays émergents s'est réalisée en partie au détriment des emplois peu ou mal qualifiés dans les pays occidentaux. L'un des objectifs de la politique industrielle est d'inverser cette tendance et de retrouver davantage d'emplois manufacturiers. Aux États-Unis, Joe Biden avait exprimé l'intention de mettre en œuvre une politique économique en faveur de la classe moyenne lors de sa campagne électorale.

Le redéploiement de l'industrie est également un moyen de faire progresser la productivité et de rendre les économies plus autonomes dans leur croissance. C'est un élément clé car la productivité, qui repose désormais principalement sur les services, présente un rythme peu enthousiasmant. Face aux pénuries, la nécessité d'une plus grande autonomie dans la croissance passe par ce renouveau de l'industrie, facteur essentiel pour redéfinir les relations d'un pays avec ses partenaires.

## Transition énergétique et nouveau modèle économique

Le dernier point, mais non le moins important, concerne la transition énergétique. Il est impératif de décarboner l'économie, c'est-à-dire de réduire l'utilisation des énergies fossiles émettrices de carbone. L'économie doit être adaptée pour intégrer cette transformation. C'est donc le moment propice pour renouer avec l'industrie afin de redéfinir le cadre souhaité.

Le modèle des pays industrialisés change radicalement, c'est une volonté politique clairement exprimée. L'étape concomitante est celle de l'acceptabilité de ces bouleversements par tous. C'est l'enjeu des années à venir. ●

\* Cet article a été rédigé le 19 octobre 2023

# Cybersécurité: bien se protéger

***En France, neuf personnes sur dix âgées de plus de douze ans utilisent régulièrement Internet, 83 % quotidiennement. S'informer, faire des démarches administratives, acheter, discuter ou encore consulter son compte bancaire en ligne nécessite un certain nombre de précautions pour que ces pratiques digitales continuent à nous faciliter la vie en toute sécurité. Rencontre avec Thierry Bouillon, responsable Sécurité des Systèmes d'Information de la Caisse d'Épargne Hauts de France.***

## **La cybersécurité nous concerne-t-elle tous ?**

Bien sûr. Les entreprises comme les particuliers doivent adopter des comportements responsables pour ne pas être en proie aux cyber risques. Le numérique tient une place prédominante dans nos vies. Nos pratiques se sont fortement digitalisées, et d'autant plus depuis la crise sanitaire. Si on s'attache aux pratiques bancaires, nos clients utilisent beaucoup les outils que nous proposons en ligne : la banque et les paiements sécurisés en ligne, la signature dématérialisée... Ces nouveaux canaux, nous les sécurisons au maximum en interne, mais les utilisateurs ont aussi leur part de responsabilité pour rester à l'abri de tout risque.

## **Quels sont les principaux cyber risques auxquels un citoyen lambda peut être confronté ?**

Le faux virement depuis le compte bancaire, l'atteinte à l'image, l'espionnage ou encore le sabotage d'un outil informatique, téléphone ou tablette. Le point d'entrée le plus courant reste le *phishing* ou hameçonnage. Cette technique a pour but de vous convaincre de fournir des informations sensibles ou personnelles. Les cybercriminels utilisent faussement le nom d'une marque, d'un assureur ou d'une banque et invoquent un événement malencontreux (un problème sur votre compte par exemple) pour faire cliquer sur une pièce jointe virale ou sur un lien qui amène vers un site. Ce dernier, s'il est bien réalisé, paraît officiel. L'internaute est alors invité à saisir des informations personnelles qui font le bonheur des cybercriminels... Le *phishing* est un vrai problème car la cybercriminalité s'est professionnalisée et la majorité de la population ne se comporte pas

sur le web comme dans la vraie vie. Si quelqu'un se présente devant vous en costume avec le logo écoreuil, j'imagine que vous ne lui livrez pas vos coordonnées bancaires pour autant...

Le *Scam* (cyberarnaque) n'a plus rien à voir avec celui auquel on était confronté il y a dix ans. Avant, il s'agissait d'un ami qui était soi-disant dans une situation délicate et qui vous envoyait un mail très mal écrit vous demandant de lui envoyer de l'argent. Maintenant, l'arnaque ne fonctionne plus. Les pirates ne sont plus des amateurs. Ils peuvent usurper de façon crédible l'identité d'un proche, en espionnant vos conversations et en tenant compte du contexte. Dans la même logique, l'APT\*, par exemple, est une cyberattaque ciblée et prolongée au cours de laquelle un pirate accède à un réseau (ou à un ordinateur) et passe inaperçu pendant une période importante pour observer les faits et gestes numériques d'une personne ou d'une entreprise, et ensuite procéder à une attaque ciblée.

## **Quel est le moteur de ces attaques ?**

Pour les particuliers, le gain financier essentiellement. Nous sommes dans l'ère du big data. Les données se revendent des fortunes. Imaginez le coût des datacenters des principaux réseaux sociaux que vous utilisez... Leur utilisation est gratuite, et ces entreprises figurent parmi les plus riches au monde. À votre avis, comment gagnent-elles de l'argent au-delà de la publicité ? Grâce à vos données ! Cela ne veut pas dire qu'il ne faut pas utiliser Internet, il faut juste savoir dans quoi on navigue pour prendre ses précautions. Je prends souvent l'exemple du couteau de cuisine. C'est un outil dangereux mais dont

\* APT : Advanced Persistent Threat (menace persistante avancée)



Thierry Bouillon, expert et passionné de sécurité informatique.

on ne pourrait pas se passer pour cuisiner. Pour le numérique, c'est pareil. Il rend bien des services, il faut tout simplement rester prudent (lire notre encadré).

À noter aussi que pour les entreprises ou tout autre organisation, le premier risque est souvent lié à l'image. Des données personnelles de clients qui partent dans la nature ou des informations sensibles, la perte de l'outil de travail... L'impact d'un incident quand il survient peut avoir des effets catastrophiques.

### **Comment vous prémunissez-vous à la Caisse d'Épargne Hauts de France ?**

Pour schématiser, nous sommes entièrement "bunkerisés". Comme toutes les banques, nous subissons des attaques en permanence, une dizaine par jour même ! L'une des missions de mon service est d'imaginer tous les scénarios et de fournir le meilleur outillage possible. En interne, la charte d'utilisation du numérique est très stricte. Des habilitations définissent ce que les collaborateurs ont le droit de faire en fonction de leur métier. L'objectif est d'éviter les actes malveillants volontaires et involontaires. Nous avons également une démarche de contrôle permanent avec une centaine de typologies de contrôles différents. Nos exigences de sécurité informatique sont évidemment très élevées. Les experts de la Direction de l'informatique sont soumis à près de 500 exigences opérationnelles en matière de sécurité du système d'information. Nous sommes en veille technologique sécuritaire en permanence pour avoir toujours une longueur d'avance

sur les malveillants. Enfin, nous avons une vraie politique de sensibilisation en interne car le risque le plus élevé finalement, c'est l'humain. Tous les mois, par exemple, nous envoyons un faux phishing à l'ensemble des collaborateurs. Ceux qui cliquent reçoivent une explication pour ne plus réitérer la même erreur, tout est tracé. ●

### **LE RESPECT DES 6 PRINCIPES DE BASE SUIVANTS PROTÈGE EFFICACEMENT DES RISQUES "CYBER"**

- 1. Pas de différence entre la vie réelle et Internet : ne pas faire confiance à n'importe qui ! Ni croire n'importe quoi !**
- 2. Ne fournir les coordonnées bancaires / de carte bancaire que si on est à l'initiative d'un achat sur un site connu et sécurisé.**
- 3. Garder en sécurité ses identifiants et codes.**
- 4. Ne jamais suivre un lien reçu par mail amenant à un service de banque en ligne ou de dépannage.**
- 5. S'assurer que les équipements informatiques sont à jour et dotés d'un antivirus.**
- 6. Se souvenir qu'une société ne demande jamais d'information confidentielle par mail ou par téléphone, même si incident réel.**

# Participer aux orientations de la banque

**400 000 clients ont choisi de devenir sociétaires, en souscrivant des parts sociales de leur Société locale d'épargne (SLE) affiliée à la Caisse d'Épargne Hauts de France. La détention de ces parts sociales confère aux clients de la Caisse d'Épargne le statut de sociétaires. Chacun d'entre eux est ainsi propriétaire d'une fraction du capital social de sa banque.**

**L**es Sociétés locales d'épargne sont des sociétés coopératives. Elles contribuent à l'élaboration des orientations générales de la Caisse d'Épargne Hauts de France via leurs représentants au Conseil d'orientation et de surveillance.

Les Sociétés locales d'épargne ne peuvent faire d'opérations de banque, émettre ou gérer de la monnaie électronique ou fournir des services de paiement. Elles ont pour objet, dans le cadre de ces orientations générales, de favoriser la détention la plus large du capital de la Caisse d'Épargne en animant le sociétariat.

Les représentants élus des clients sociétaires siègent au sein des conseils d'administration des Sociétés locales d'épargne (SLE) et au Conseil d'orientation et de surveillance (COS) de la Caisse d'Épargne Hauts de France.

Le niveau de la rémunération des parts sociales détenues par les sociétaires est fixé par l'assemblée générale de la Caisse d'Épargne Hauts de France à laquelle les Sociétés locales d'épargne sont affiliées.

Le capital des Sociétés locales d'épargne est variable, et constitue in fine le capital de la Caisse d'Épargne Hauts de France, ce dernier étant fixe pour sa part. ●

## QU'APPORTE LE STATUT DE SOCIÉTAIRE ?

- **Un droit de vote à l'assemblée générale de la SLE (selon le principe coopératif "un homme = une voix", quel que soit le nombre de parts sociales détenues). Ce droit de vote permet au sociétaire d'approuver les comptes de sa SLE, d'élire les administrateurs du conseil d'administration de sa SLE tous les six ans et d'approuver les éventuelles modifications statutaires.**
- **Le versement d'un intérêt sur le capital détenu via les parts sociales et l'accès à une information privilégiée via des supports spécifiques : site Internet, magazines d'information, etc.**



L'assemblée générale de la SLE Valenciennes Sambre Avesnois et Saint-Amand Denain.

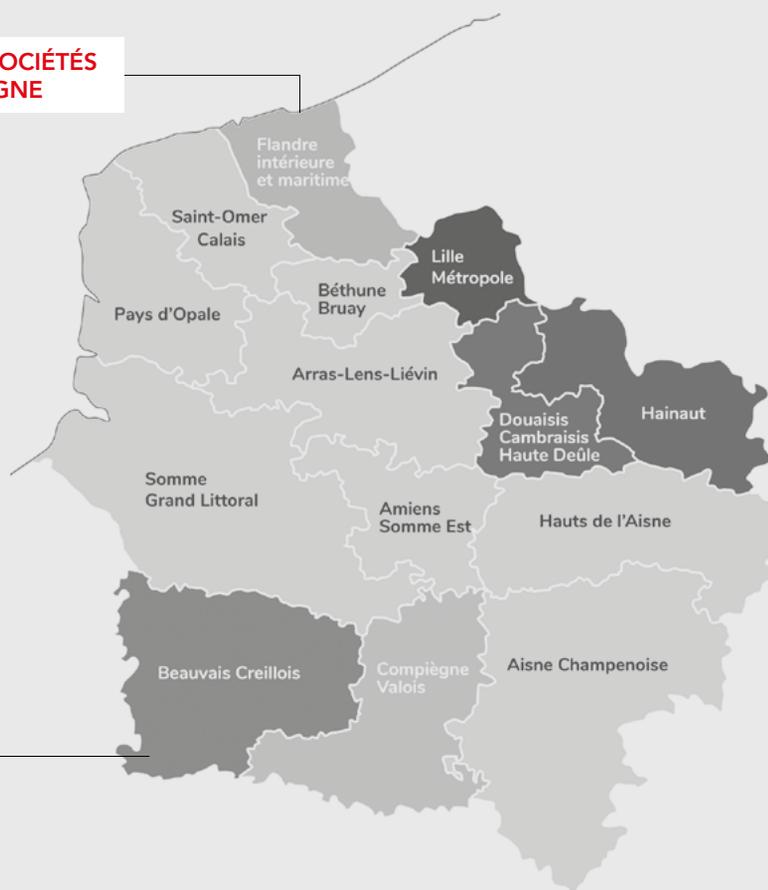


L'assemblée générale de la SLE Beauvaisis-Creillois.

## CARTOGRAPHIE DES SOCIÉTÉS LOCALES D'ÉPARGNE

**Afin de simplifier l'organisation de la gouvernance de la Caisse d'Épargne Hauts de France, des rapprochements ont été entérinés à l'issue des assemblées générales extraordinaires de juillet dernier permettant de ramener le nombre de SLE de 20 à 14.**

**Ce nombre permettra d'assurer une représentation du sociétariat plus significative et cohérente avec les territoires et à l'ensemble des SLE d'être représentées au Conseil d'orientation et de surveillance par un membre avec voix délibérative.**



PORTRAIT CROISÉ



## Être utile ensemble pour les TPE / PME du territoire

*Laurent Depoorter, président de la CPME Nord et vice-président de la CPME Hauts-de-France, et William Wabinski, chargé de partenariat de la Caisse d'Épargne Hauts de France, se prêtent au jeu du portrait croisé pour présenter leur engagement local.*

### Qui êtes-vous ?

**Laurent Depoorter:** Je suis le président de la CPME Nord, la première organisation patronale de France qui a pour mission d'accompagner les dirigeants, de défendre et représenter les TPE et PME du territoire auprès des autorités et dans de nombreuses organisations (Urssaf, CCI, Prud'hommes...).

**William Wabinski:** Depuis 2021, je suis responsable des partenariats professionnels à la Caisse d'Épargne Hauts de France. J'assure la bonne coordination entre les structures territoriales de la création, de la reprise et du développement des entreprises et nos équipes professionnelles présentes sur nos onze régions commerciales. J'ai aussi le plaisir d'animer une partie des dispositifs liés à la stratégie "+ Sport" de la Caisse d'Épargne Hauts de France, notamment les "Stade vers l'emploi" et les "Sports agences" avec notre #teamjeune.

### Quel est votre engagement au quotidien ?

**LD:** Au quotidien, nous mettons en place des actions pour les dirigeants de TPE et PME. Avec la Caisse d'Épargne Hauts de France, nous co-organisons, par exemple, des événements afin de permettre à nos adhérents de bénéficier de l'expertise bancaire.

**WW:** L'idée est d'avoir une relation gagnant-gagnant. Nous avons la volonté d'apporter une vraie plus-value aux dirigeants des entreprises du territoire autour de leurs besoins et des actualités.

### **À titre personnel, pourquoi être également devenu sociétaire ?**

**LD:** Je suis moi-même dirigeant d'une TPE. J'avais un besoin de proximité, de réponses claires et d'efficacité. La Caisse d'Épargne Hauts de France est un partenaire très efficace.

**WW:** Je suis sociétaire depuis mon entrée à la caisse en 2015. Les valeurs de proximité et d'accessibilité me parlent beaucoup. C'est une vraie fierté : nous sommes le premier financeur privé de l'économie solidaire et sociale (ESS) avec une finance utile réinvestie sur le territoire local.

### **Comment envisagez-vous l'évolution de vos liens en tant que partenaires ?**

**LD:** Être partenaire de la Caisse d'Épargne Hauts de France est un vrai plaisir : nous travaillons ensemble en bonne intelligence. À la CPME Nord, nous avons la chance de pouvoir nous permettre de sélectionner nos partenaires. Nous souhaitons donc naturellement intensifier nos actions avec la Caisse d'Épargne Hauts de France qui a bien compris notre mode de fonctionnement.

**WW:** Que notre relation continue dans la simplicité, la proximité, la confiance et la durée. La notion de complémentarité et de mobilisation est primordiale. Être utile, c'est ma vision du partenariat.

### **Quels sont les projets déjà déployés sur le territoire ?**

**WW:** Nous avons partagé aux entreprises les appels d'offres disponibles sur le territoire des Hauts-de-France en vue des JO 2024.

**LD:** C'est un bon exemple de mobilisation ! La Caisse d'Épargne Hauts de France est aussi à nos côtés dans le dispositif GPA, Groupement de Prévention Agréé, qui accompagne les entreprises en difficulté sur notre territoire.

### **Et demain ?**

**LD:** Nous allons pouvoir accélérer certaines démarches sur des sujets qui nous tiennent à cœur, comme l'intelligence artificielle ou la transformation environnementale.

**WW:** À ce titre, la Caisse d'Épargne Hauts de France est certifiée B Corp. Nous sommes prêts à accompagner, au travers de notre expertise, tous les acteurs du territoire et à proposer des solutions à l'ensemble de nos clientèles sur ces sujets d'avenir. ●





## UN COLLABORATEUR, UN MÉTIER

# Adeline Lefèvre, “se sentir utile”

***Mettre tout en œuvre afin que les collaborateurs de la Caisse d'Épargne Hauts de France soient dans de bonnes conditions pour travailler, telle est la mission d'Adeline Lefèvre, responsable qualité de vie au travail et diversité.***

**O**n réduit parfois à tort la qualité de vie au travail au poste de travail lui-même. Or, s'il s'agit d'un élément essentiel, il ne représente qu'une partie des préoccupations quotidiennes d'Adeline Lefèvre. « Travailler dans de bonnes conditions ne se résume pas qu'à être bien installé derrière un ordinateur. Si vous êtes en mauvaise santé, si vous vous tracassez pour vos enfants, si vous vous occupez d'un proche malade, si vous n'arrivez pas à couper quand vous rentrez à la maison, si la charge mentale est trop forte... alors vous ne travaillez pas en sérénité », exprime-t-elle. La santé, la parentalité, l'équilibre entre la vie personnelle et professionnelle sont des sujets qu'elle porte au quotidien. « Nous envisageons l'environnement de travail sous un spectre très

### L'INCLUSION DES PERSONNES LGBT+

***Jonathan Passaro, formateur à L'Autre Cercle, association pour l'inclusion des personnes LGBT+ dans le monde du travail en France, a donné deux conférences au sein de la Caisse d'Épargne Hauts de France : une première au Comité des directeurs, puis une seconde aux collaborateurs. Objectif ? Libérer la parole et sensibiliser aux difficultés que peut rencontrer cette communauté. « Nous nous sommes rendu compte que les personnes LGBT ne déclaraient pas forcément leur conjoint ou leur enfant sur leur mutuelle ou qu'elles n'osaient pas mettre de photo de famille sur leur bureau. Or, tout le monde doit pouvoir se sentir libre et serein dans son environnement de travail. Parfois, une plaisanterie peut blesser une personne sans que cela soit volontaire. En donnant la parole à Jonathan Passaro, nous voulions sensibiliser nos équipes pour qu'elles puissent comprendre ce que vivent au quotidien leurs collègues. »***



L'entreprise envoie un cadeau de "bienvenue" aux nouveaux-nés de ses collaborateurs.

large. Il n'y a pas si longtemps, dans les entreprises, on considérait que le collaborateur devait laisser ses problèmes à la maison, or c'est oublier que nous sommes des êtres humains, et qu'il est parfois difficile - pour ne pas dire impossible - de tout scinder. »

### À chaque mois un événement

Adeline Lefèvre passe ainsi une grande partie de ses journées à organiser des événements et des opérations autour de toutes ces questions. Chaque mois, par exemple, elle fait intervenir des professionnels sur des sujets très variés lors de conférences auxquelles peuvent participer les collaborateurs. En octobre et novembre, elle sensibilise au dépistage des cancers féminins et masculins avec Octobre Rose et Movember. En début d'année, elle propose un rendez-vous aux parents de lycéens pour qu'ils puissent comprendre les rouages de Parcours Sup'. Ceux dont les enfants sont plus jeunes ne sont pas oubliés avec des temps forts dédiés à la parentalité. Il est aussi question de sport, de nutrition, de sommeil, de droit à la déconnexion, de bien-être, etc. « Nous proposons des événements variés sur des sujets divers pour que chaque collaborateur puisse, à un moment ou un autre de l'année, se sentir concerné et trouver des réponses à ses questions. »

### Un spectre très large d'actions

Au-delà de l'événementiel, Adeline Lefèvre imagine et relaye des dispositifs particuliers dédiés à des profils de collaborateurs qui peuvent avoir besoin d'un accompagnement plus spécifique. La Caisse d'Épargne Hauts de France accompagne,

par exemple, ses futurs retraités via du mécénat de compétence. « Ils peuvent aller épauler une association reconnue d'utilité générale 24 jours par an sur leur temps de travail. Cela leur permet de découvrir des associations, de se sentir utile, et d'envisager pourquoi pas une retraite active. » Il existe également un dispositif dédié aux aidants. « Pour les personnes qui s'occupent d'un proche malade, nous faisons en sorte d'amoinrir la charge mentale avec des facilités de congés, de télétravail, etc. Nous avons un care manager qui peut accompagner sur des démarches administratives ainsi que deux assistantes sociales », explique-t-elle avec fierté. Si Adeline a accepté ce poste il y a un peu plus d'un an maintenant, c'est avant tout parce qu'elle aime profondément les gens et qu'elle avait envie de se sentir utile.

### Du cas par cas

« Nous accompagnons aussi personnellement nos collaborateurs quand ils sont confrontés à une situation délicate : la maladie, la perte brutale d'un conjoint, la découverte du handicap d'un enfant... Je ne me sens jamais aussi utile que quand je perçois le soulagement chez une personne qui traverse une épreuve ou quand je sens que notre accompagnement a pu apporter du positif », témoigne-t-elle. Et le volet Diversité de son métier ? « Il couvre tout ce qui touche à l'inclusion. Concrètement, je veille à ce que tous nos collaborateurs, quels que soient leur âge, leur sexe, leur origine, leur religion, leur modèle familial, leur orientation sexuelle, leur handicap, se sentent bien dans l'entreprise. » ●



# Vous accompagner dans vos projets de transition environnementale

*En cohérence avec son engagement en faveur de la transition écologique, la Caisse d'Épargne Hauts de France a enrichi son application bancaire mobile, Banxo. Une nouvelle plateforme de services visant à vous accompagner dans la démarche de réduction de votre empreinte carbone et dans la concrétisation de vos projets éco-responsables en matière de logement, de mobilité et d'épargne.*

**D**isponible dès à présent, la plateforme "**Conseils et Solutions Durables**" donne accès gratuitement à plusieurs outils pour vous permettre d'identifier et définir vos projets éco-responsables. Vous bénéficiez de conseils et de services dédiés, avec un accès à des partenaires sélectionnés. La plateforme vous permet également de mieux connaître votre empreinte carbone via un simulateur avec l'ADEME.

rechercher un véhicule propre à l'achat ou sous forme locative et bien sûr de financer et d'assurer votre véhicule vert.



**Épargne responsable :** si vous souhaitez donner du sens à votre épargne, la plateforme vous permet de découvrir tous les produits d'épargne responsable et vous oriente vers des projets durables. ●

## **Rénovation énergétique du logement :**

la plateforme offre des informations à chaque étape de votre projet. Elle vous aide notamment à identifier les travaux à réaliser dans votre logement, à calculer les aides potentielles, à trouver des solutions de financement, d'assurance et même des prestataires pour la réalisation des travaux grâce aux services offerts par notre partenaire, la société spécialisée Cozynergy.

**Mobilité verte :** la plateforme offre un accompagnement complet. Elle permet d'identifier les zones à faibles émissions (ZFE) et de calculer la catégorie Crit'Air de votre véhicule. Elle vous offre également la possibilité d'estimer l'impact carbone de vos déplacements, d'identifier les aides et les subventions favorisant l'adoption d'une mobilité plus verte, de

TÉLÉCHARGEZ VOTRE APPLICATION  
MOBILE BANXO DEPUIS VOTRE STORE.



Entreprise



La Caisse d'Épargne Hauts de France  
respecte des normes sociales  
et environnementales élevées.

Certifiée



CAISSE D'ÉPARGNE  
HAUTS DE FRANCE



## Fiers d'être B Corp

La Caisse d'Épargne Hauts de France est certifiée  
B Corp ("Benefit Corporation").

Ce label exigeant récompense notre action et son impact positif en  
matière environnementale et sociétale. Il atteste de notre volonté de  
participer à la transformation de notre territoire.

Pour en savoir plus,  
flashez ce QR code.



Caisse d'Épargne et de Prévoyance Hauts de France - Banque coopérative régie par les articles L.512-85 et suivants du Code monétaire et financier - Société Anonyme à Directoire et Conseil d'Orientation et de Surveillance - Capital social de 1 000 000 000 Euros - Siège social 612 rue de la Chaude Rivière 59800 Lille - 383 000 692 RCS Lille Métropole - Crédits photo : Samuel Dhote - Novembre 2022



## 100 millions d'euros pour la construction et la rénovation d'infrastructures sportives au profit des Hauts de France.

Scannez-moi  
pour en savoir plus.



CAISSE  
D'ÉPARGNE  
HAUTS DE  
FRANCE



Entreprise



Certifiée

Communication à caractère publicitaire et sans valeur contractuelle.

Caisse d'Épargne et de Prévoyance Hauts de France - Banque coopérative régie par les articles L.512-85 et suivants du Code monétaire et financier - Société Anonyme à Directoire et Conseil d'Orientation et de Surveillance - Capital social de 1 000 000 000 € - Siège social 812 rue de la Chaude Rivière 59800 LILLE - 383 000 602 RCS Lille Métropole - Code NAF 6419 Z - N° TVA intracommunautaire FR34382000892 - Intermédiaire d'assurance, immatriculé à l'ORIAS sous le numéro 07 003 031 - Titulaire de la carte professionnelle « Transaction sur immeubles et fonds de commerce sans perception de fonds, effets ou valeurs » n° CPI 8001 2016 000 009 207 délivrée par la CCI Grand Lille - garante financière : CEGC, 16 rue Hoche, Tour Kupka B - TSA 39999 92819 La Défense Cedex.

